Les Enjeux Eco

Quotidien national de l'économie

Jeudi 29 mai 2025 - Prix : 20 DA - http:www.lesenjeuxeco.dz ■ N°646 ■

Chronique Eco

Un néolibéralisme économique aux relents protectionniste et populiste n'a pas d'avenir

P 16

RÉUNION DU GOUVERNEMENT

La campagne de moisson-battage au menu

L'Algérie veut réussir sa campagne de moisson-battage. Le gouvernement veille de près à cette opération stratégique, en mobilisant tous les moyens humains et matériels nécessaires. D'ailleurs, ce dossier était à l'ordre du jour de la réunion du gouvernement tenue hier, sous la présidence du Premier ministre, Nadir Larbaoui. P 3

HYDROGÈNE BLANC

L'Algérie dispose de réserves importantes

Le thème du potentiel de l'Algérie en hydrogène blanc a été au cœur d'une conférence, organisée, mardi à Alger, par l'Académie algérienne des sciences et des technologies (AAST), et animée par l'expert en géologie, Nasreddine Kazi Tani, en présence de chercheurs et de spécialistes en énergies renouvelables.

P 2

AGRICULTURE SAHARIENNE

Plaidoyer pour la valorisation du palmier dattier

Face à la montée des périls climatiques et géopolitiques, l'Algérie et plusieurs pays d'Afrique saharienne réorientent leur stratégie agricole. Le palmier dattier, longtemps cantonné à un simple rôle nourricier, devient aujourd'hui le pilier d'une ambitieuse transformation industrielle et territoriale. L'initiative « The Palm Tree Initiative 2025 », tenue hier à Alger dans le cadre du Salon SIPSA-Filiha, marque un tournant décisif vers une ère nouvelle : celle d'un Sahara productif, technologique et intégré.

P 5

PÊCHE AU THON À BOUMERDES

Le quota de la wilaya fixé à 54 tonnes durant la campagne 2025

La wilaya de Boumerdes a bénéficié d'une autorisation de pêche d'un quota de 54 tonnes de thon rouge au titre de la campagne 2025, a-t-on appris, mercredi, auprès de la direction locale de la pêche et de l'aquaculture. Cette quantité de thon rouge autorisée pour la wilaya, dans le cadre de la campagne de pêche en cours, officiellement lancée depuis deux (2) jours, fait partie d'un quota global de 2047 tonnes fixé pour l'Algérie, pour cette année 2025, a indiqué le directeur du secteur, Kadri Cherif.

P 5

BANQUES

Le CPA ouvrira deux nouvelles agences à Oran P 2

FOIRE DES PRODUITS ALGÉRIENS À NOUAKCHOTT

Signature de plus de 40 accords P 3

SEAAL -AÏD EL-ADHA

Toutes les mesures prises pour assurer la disponibilité de l'eau P 3

SYNDICAT

L'UGTA appelle à l'unification des rangs pour faire face aux défis actuels

Par R E.

Le secrétaire général de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), Amar Takdjout, a appelé, hier à Sétif, à "l'unification des rangs pour faire face aux défis de l'heure". Intervenant lors d'une rencontre régionale qui a réuni des responsables syndicaux de 17 wilayas de l'est du pays, M. Takdjout a souligné que le syndicat est appelé, aujourd'hui, à "tenir pleinement son rôle historique de force de proposition". Il a ajouté qu'il était "important" de construire des "passerelles de confiance entre syndicalistes et travailleurs pour créer un nouveau climat, à même de servir les intérêts des travailleurs et de renforcer l'unité nationale", avant d'insister sur la nécessité "d'adhérer aux valeurs syndicales et de faire preuve d'un esprit de responsabilité". Selon ses organisateurs, cette rencontre régionale s'inscrit dans le cadre du "renforcement de la coordination syndicale et de l'unification de la vision autour des différentes questions sociales et professionnelles", ainsi que pour "l'évaluation du travail syndicale aux niveaux local et régional". Elle vise également à "relancer la dynamique organisationnelle au sein de l'UGTA par l'échange d'expériences et la motivation des compétences syndicales à s'engager activement dans la défense des droits des travailleurs", a-t-on indiqué. M. Takdjout a également révélé qu'un séminaire sera organisé en octobre avec la participation d'organisations et de syndicats africains et arabes pour débattre de plusieurs questions liées au monde du travail.

HYDROGÈNE BLANC

L'Algérie dispose de réserves importantes

Le thème du potentiel de l'Algérie en hydrogène blanc a été au cœur d'une conférence, organisée, mardi à Alger, par l'Académie algérienne des sciences et des technologies (AAST), et animée par l'expert en géologie, Nasreddine Kazi Tani, en présence de chercheurs et de spécialistes en énergies renouvelables.

Synthèse S R

Lors de cette rencontre, M. Kazi Tani a appelé à explorer l'immense potentiel en hydrogène blanc dont dispose l'Algérie, soulignant que cette ressource naturelle peut devenir l'une des principales sources d'énergie à l'avenir, en accord avec la transition mondiale vers les énergies propres et renouvelables. Dans une déclaration à la presse en marge de cette conférence, l'expert a précisé que les estimations scientifiques font état de réserves importantes en hydrogène blanc en Algérie, englobant différents types, notamment ceux issus de réactions du fer et de la radioactivité, ainsi que d'autres produits par des transformations des roches volcaniques. Il a, en outre, fait savoir que chacun de ces types de ressources pourrait contenir des réserves estimées entre 4 et 5 milliards de tonnes, avec la possibilité de découvrir des quantités supplémentaires, en intensifiant les efforts de prospection et d'exploration, précisant que ces ressources ne se limitent pas aux zones sahariennes, mais s'étendent également au nord du pays. En dépit des utilisations actuelles limitées de l'hydrogène blanc dans l'économie mondiale, ajoute-t-il, cette ressource est pressentie pour occuper une place non négligeable dans le futur mix énergétique, en tant que ressource naturelle et propre. Il a, par ailleurs, souligné que l'hydrogène blanc revêt un avantage économique considérable, grâce à son coût de production qui ne dépasse pas 0,5 dollar/kg, contre environ 14 dollars pour l'hydrogène vert, devenant ainsi un choix stratégique à long terme. M. Kazi Tani a évoqué aussi les principales technologies modernes utilisées dans l'exploration de l'hydrogène blanc, exposant ses caractéristiques géologiques, ses mécanismes de formation ainsi que les méthodes optimales pour son exploitation dans différents contextes géologiques.
La conférence a été ponctuée par un large débat entre les participants parmi les chercheurs et les professionnels, sur les techniques d'exploration avancées et l'importance de cette ressource dans le cadre des politiques nationales liées à la sécurité énergétique et au développement des énergies renouvelables.
De son côté, le président de l'AAST, Hichem Kara, a souligné que l'organisation de cette conférence s'inscrivait dans une série de communications scientifiques publiques visant à diffuser la culture scientifique et à attirer les personnes intéressées par des domaines pertinents.

LANCEMENT DE L'EMPRUNT OBLIGATAIRE DE LA SOCIÉTÉ "TOSYALI IRON STEEL ALGÉRIE"

La COSOB finalise les préparatifs

La Commission d'organisation et de surveillance des opérations de Bourse (COSOB), s'est réunie sous la présidence de Youcef Bouzenada, son président, pour finaliser les préparatifs du lancement officiel de l'emprunt obligataire de la société "Tosyali Iron Steel Algérie", et qui porte sur l'émission de 1,5 à 2 millions d'obligations ordinaires, d'une valeur nominale de 10.000 Da chacune, indique mardi un communiqué de la Commission.
L'émission, précise la même source, est prévue pour le mois de juin prochain, et s'achèvera dans le même mois, notant que la société avait obtenu le visa de la COSOB en novembre 2024, alors que "les titres seront négociés sur le marché premium des titres de créance de la Bourse des valeurs mobilières d'Alger". Cette réunion, durant laquelle le planning de l'opération a été présenté, discuté et validé, a été tenue en présence du Directeur général de la BEA, en sa qualité d'intermédiaire en opérations de bourse (IOB) chef de file de l'opération, du représentant de la société Tosyali Iron Steel Algérie, ainsi que du représentant de Société générale Algérie, en sa qualité de conseil financier de la société émettrice. A cette occasion, le président de la COSOB a relevé "les avancées significatives enregistrées par le marché financier algérien en l'espace d'une année seulement, soulignant les indicateurs encourageants et le renouvellement de l'intérêt pour les instruments de financement via le marché financier" Il s'est particulièrement réjoui de constater l'introduction prochaine de cet emprunt obligataire à la cote, le deuxième en plus de 15 ans, après celui de la société ALC actuellement en cours, marquant ainsi un tournant décisif dans le développement du marché obligataire national. M. Bouzenada a également réaffirmé le potentiel considérable du marché financier algérien pour accompagner le développement des entreprises, en leur offrant des solutions de financement alternatives, diversifiées, pérennes et compétitives, en complément du financement bancaire traditionnel. La COSOB, a-t-on souligné, "continuera d'œuvrer à la mise en place d'un écosystème boursier attractif, fiable et dynamique, propice à la mobilisation de l'épargne nationale au service de l'investissement productif et de la diversification économique du pays".

BANQUES

Le CPA ouvrira deux nouvelles agences à Oran, dont une dédiée à la finance islamique

Le Crédit populaire d'Algérie (CPA) procédera, ce jeudi, à l'inauguration de deux nouvelles agences à Oran : l'agence "Maraval 512", entièrement dédiée à la finance islamique, et l'agence classique "Sidi Chami 461", portant ainsi à 167 le nombre total d'agences du CPA à l'échelle nationale, indique mercredi la banque publique dans un communiqué. Cette initiative s'inscrit dans la stratégie de la banque visant à renforcer sa présence sur le territoire national et à offrir des solutions financières adaptées aux besoins de ses différentes clientèles particuliers, professionnels et entreprises à travers une gamme complète de produits et services bancaires conventionnels et islamiques conformes aux principes de la charia, explique la même source.
L'ouverture officielle des deux agences se déroulera en présence du directeur général du CPA, M. Ali Kadri, ainsi que des autorités locales, précise le communiqué. Le CPA affirme, par ailleurs, vouloir valoriser ses atouts dans la wilaya d'Oran, riche de nombreuses potentialités, en contribuant à l'effort national de bancarisation. L'agence "Maraval 512", spécialisée dans la finance islamique, proposera une large palette de produits et services répondant aux besoins des divers segments du marché, notamment les solutions de dépôt et de financement destinées aux particuliers, professionnels et entreprises.
Avec cette ouverture, le CPA porte à trois le nombre de ses agences entièrement dédiées à la finance islamique, tout en s'appuyant sur un réseau de 112 guichets intégrés spécialisés dans ce mode de financement.
L'agence "Sidi Chami 461" proposera, quant à elle, des services bancaires classiques, produits d'épargne, solutions de financement, services monétiques et moyens de paiement, en plus d'un guichet dédié à la finance islamique. Elle sera également équipée d'un espace digital avec des distributeurs automatiques de billets (DAB), selon le communiqué.

Quotidien economique
Les Enjeux Éco
Edité par la SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005 001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

RÉUNION DU GOUVERNEMENT

La campagne de moisson-battage au menu

L'Algérie veut réussir sa campagne de moisson-battage. Le gouvernement veille de près à cette opération stratégique, en mobilisant tous les moyens humains et matériels nécessaires. D'ailleurs, ce dossier était à l'ordre du jour de la réunion du gouvernement tenue hier, sous la présidence du Premier ministre, Nadir Larbaoui.

Par Sirine R.

Selon un communiqué des services du Premier ministre, le gouvernement a entendu une communication sur la campagne de moisson-battage 2025. En effet, l'exécutif a examiné « les conditions de déroulement de cette opération au niveau des wilayas du Sud, ainsi que les moyens mobilisés par les pouvoirs publics pour en assurer la réussite ».

Les premiers échos de cette campagne, notamment dans les wilayas de Ghardaïa, Adrar, Ouargla et d'autres, font état d'une bonne récolte. La plupart de ces wilayas ont connu un élargissement des surfaces agricoles dédiées à la filière céréalière, ce qui permet au pays de progresser vers l'autosuffisance en blé dur. D'ailleurs, si la superficie agricole dans le Sud atteint 500 000 hectares, objectif fixé par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, et si les rendements s'améliorent dans les régions du Nord, l'Algérie pourrait atteindre l'autosuffisance en matière de céréales. Selon les chiffres du ministère, les surfaces consacrées à la filière céréalière dans le Sud sont passées de 2 000 hectares à la fin des années 1990 à plus de 150 000 hectares aujourd'hui. L'objectif de la nouvelle stratégie de l'État est d'atteindre, à terme, un million d'hectares dans le Sud. L'arrivée en force d'investisseurs étrangers, à l'image des Italiens et des Qataris, devrait donner une impulsion notable à l'investissement agricole en Algérie, en particulier dans le domaine de la céréaliculture.

Pour cette campagne de moisson-battage, tous les moyens logistiques ont été mobilisés afin d'en assurer le succès. « Tous les moyens logistiques et matériels nécessaires ont été mobilisés pour réussir cette campagne, qui s'annonce très prometteuse », a souligné Benali Abdelghani, secrétaire général du Conseil national interprofessionnel de la filière des céréales (CNIFC). Pour garantir le bon déroulement des opérations, l'OAIC (Office algérien interprofessionnel des céréales) a déployé un impressionnant parc de matériel agricole. Pas moins de 1 500 moissonneuses-batteuses seront mises en service à travers tout le territoire national, appuyées par plus de 4 000 camions pour le transport des grains vers les centres de stockage. Une partie de ces véhicules appartient à l'Office, tandis que l'autre a été louée auprès d'opérateurs privés. Cette organisation rigoureuse vise à assurer une logistique fluide et à réduire les délais entre la récolte et le stockage, un défi majeur pour une campagne d'une telle envergure. La coordination entre les différents acteurs (producteurs, transporteurs, gestionnaires de stockage) est essentielle pour garantir l'efficacité du processus. Outre l'augmentation des superficies réservées aux céréales, le gouvernement a également lancé un ambitieux programme visant à porter les capacités nationales de stockage à 9 millions de quintaux. Le ministre de l'Agriculture a annoncé la réception de nouvelles infrastructures destinées à renforcer le stock stratégique, parmi lesquelles figurent 290 centres de proximité pour le stockage des céréales, qui commenceront à accueillir les récoltes dès le mois de mai prochain.

Par ailleurs, lors de cette réunion, le Gouvernement a examiné plusieurs autres dossiers, dont celui relatives au programme de la famille productive, la formation professionnelle, la sécurité hydrique et le renforcement de la présence des entreprises nationales sur les marchés internationaux.

EAU POTABLE

Appel à une utilisation rationnelle

Par Réda Hadi

L'année 2025 est marquée en Algérie par des progrès significatifs dans l'amélioration de l'accès à l'eau potable, grâce à des investissements importants dans le dessalement de l'eau de mer. Des projets sont en cours pour augmenter la capacité de dessalement et améliorer les réseaux de distribution d'eau potable.

Avec un littoral qui se couvre progressivement de stations de dessalement, le stress hydrique pourrait bientôt appartenir au passé. Toutefois, l'abondance ne doit pas rimer avec gaspillage. C'est du moins l'avis du directeur central au ministère des Ressources en eau, Abdelaziz Ardjoum, qui a affirmé que si l'Algérie connaît une situation de stabilité et d'amélioration dans l'approvisionnement en eau potable depuis la fin de l'année 2024 , grâce à la mise en service de quatre stations de dessalement situées à Oran, El Tarf et deux à Alger , cela impose aussi une utilisation rationnelle de cette ressource.

Interrogé par nos collègues de la Radio nationale, ce responsable a notamment assuré de la disponibilité de l'eau, notamment durant l'Aïd El-Adha, tout en appelant à la conscience des citoyens pour une utilisation rationnelle et efficiente.

Évoquant les projets en cours, il a indiqué qu'une cinquième station devrait être inaugurée dans la wilaya de Béjaïa au mois de juin prochain, ce qui renforcera les capacités hydrauliques du pays.

Abdelaziz Ardjoum a également indiqué que les autorités publiques ont élevé le niveau de vigilance pour faire face à tout problème pouvant survenir dans les réseaux et stations de distribution, notamment à l'approche de la fête de l'Aïd El-Adha.

Il a rassuré les familles que l'eau sera disponible à partir de la nuit de l'Aïd dans les meilleures conditions, aussi bien dans les grandes villes que dans les zones plus éloignées. Une attention particulière sera portée aux régions souffrant de déficit hydrique, notamment les zones reculées, grâce à l'injection de quantités supplémentaires d'eau, y compris l'augmentation de la capacité de production des stations de dessalement pour répondre à la forte demande.

En prévision de cette fête, M. Ardjoum a lancé un appel à la rationalisation de la consommation d'eau, en particulier lors des opérations de nettoyage et de préparation de l'Aïd El-Adha, en évitant de laisser couler l'eau inutilement pendant son utilisation domestique ou lors de l'abattage rituel, afin d'assurer la continuité des services fournis.

Globalement, le directeur central du ministère a souligné que l'Algérie connaît une nette amélioration dans l'approvisionnement en eau potable depuis la fin de l'année 2024, grâce à l'entrée en service de quatre stations de dessalement. Il a ajouté que l'Algérie produit l'équivalent de 9 millions de mètres cubes d'eau potable par jour pour répondre aux besoins croissants des citoyens, ce qui garantit une disponibilité suffisante pour l'été 2025 et la période de l'Aïd.

Il a également noté une amélioration des services, se traduisant par une baisse du nombre de plaintes et de demandes d'informations via la ligne verte et les réseaux sociaux au cours de l'année écoulée,un indicateur fort de la dynamique positive dans le secteur.

Pour pallier le stress hydrique, l'invité de la Chaîne I a souligné que l'Algérie a eu recours à de nouvelles ressources, notamment le dessalement de l'eau de mer, qui n'est pas tributaire des aléas climatiques. Cela permet d'assurer les besoins en eau et de garantir l'approvisionnement de la population, d'autant plus que le taux de remplissage des barrages n'excède actuellement pas 42 %, accentuant la pression sur la durabilité de la ressource.

Il a attribué cette situation à la limitation des ressources en eau, qu'elles soient superficielles ou souterraines, et qui dépendent principalement des précipitations, devenues faibles ces dernières années, affectant fortement la disponibilité hydrique.

Il a également insisté sur les défis majeurs à relever : la croissance démographique, l'expansion urbaine, la création de nouveaux pôles urbains, et la nécessité de répondre aux besoins des secteurs agricole et industriel.

FOIRE DES PRODUITS ALGÉRIENS À NOUAKCHOTT

Signature de plus de 40 accords

Plus de 40 mémorandums d'entente couvrant plusieurs secteurs ont été signés, mercredi à Nouakchott (Mauritanie), entre des opérateurs économiques algériens et mauritaniens, en vue de renforcer la présence des produits algériens sur le marché mauritanien. La cérémonie de signature des accords s'est déroulée en marge de la 7e édition de la Foire des produits algériens à Nouakchott, organisée par le ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations (22-28 mai), en présence de l'ambassadeur d'Algérie en Mauritanie, Amine Sid, et de représentants des ministères mauritaniens du Commerce et des Affaires étrangères. Les mémorandums d'entente concernent 43 entreprises algériennes publiques et privées dont les produits seront exportés vers le marché mauritanien et commercialisés dans ce pays. Des accords de coopération ont également été signés entre des organisations et des instances algériennes et mauritaniennes spécialisées dans les domaines du commerce, de l'exportation et du développement. Ces mémorandums couvrent l'exportation des produits alimentaires, des produits cosmétiques, des détergents, des produits en plastique, des produits parapharmaceutiques, des dispositifs médicaux, des matériaux de construction et des dattes. Ils couvrent également l'exportation et la distribution du carrelage, des fournitures scolaires, des machines industrielles, des portes, du textile et du cuir, de la literie, des lames de rasoir, des équipements électroménagers, des insecticides, des équipements électriques et des services informatiques.

SEAAL -AÏD EL-ADHA

Toutes les mesures prises pour assurer la disponibilité de l'eau

Par R E.

La Société des eaux et de l'assainissement d'Alger (SEAAL) a affirmé, hier, avoir pris toutes les dispositions nécessaires pour assurer un approvisionnement suffisant en eau potable durant les jours de l'Aïd El-Adha, appelant toutefois à rationaliser la consommation et à préserver les infrastructures essentielles du service public de l'eau et de l'assainissement. Lors d'une journée d'information organisée par la SEAAL, qui couvre les wilayas d'Alger et de Tipaza, des responsables de la société ont précisé que la SEAAL prévoit d'augmenter la production quotidienne d'eau à 1,1 million de m3 pendant la période de l'Aïd El-Adha, contre 800.000 m3 en temps normal, conformément au programme en vigueur. Outre ces efforts, il demeure nécessaire de rationaliser la consommation, notamment durant la matinée, ont souligné les responsables. Selon les données enregistrées par la société au cours de ces dernières années, la consommation d'eau durant les trois premières heures suivant la prière de l'Aïd dépasse celle d'une journée entière en temps ordinaire, ce qui entraine une baisse rapide du niveau d'eau dans les réservoirs ainsi qu'une diminution de la pression dans les réseaux de distribution. Ainsi, la SEAAL a appelé à changer les comportements observés les années précédentes en vue de garantir un approvisionnement équitable et régulier en eau. En chiffres, laisser un robinet ouvert pendant une minute entraîne un gaspillage de 12 litres d'eau. Le nettoyage du sol à l'aide d'un tuyau pendant la même durée représente un gaspillage de 120 litres, tandis que le nettoyage des outils de sacrifice sous le robinet consomme 50 litres, soit dix fois plus qu'un nettoyage à l'aide d'un seau. Pour éviter l'obstruction des réseaux d'assainissement, la SEAAL a insisté sur la nécessité de jeter les restes de l'animal sacrifié (peaux, entrailles, graisses ....) dans des sacs résistants placés dans des bacs à ordures, et d'éviter de les jeter dans les canalisations d'eaux usées.

AGRICULTURE

La société qatarie «Al Rayyan» veut investir en Algérie

L'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) a reçu, mardi, une délégation de la société qatarie "Al Rayyan Agricultural", conduite par le président de son Conseil d'administration, Abdullah Al Attiya, lors d'une rencontre ayant permis de discuter des opportunités d'investissement en Algérie, notamment dans le secteur agricole, indique un communiqué de l'agence. La délégation qatarie a été accueillie par le directeur général de l'AAPI, Omar Rekkache. La rencontre a été l'occasion d'évoquer les capacités d'investissement dont dispose l'Algérie, "notamment dans le secteur agricole, en se focalisant sur les produits stratégiques à haute valeur ajoutée", précise le communiqué. De leur côté, les responsables de la société qatarie ont affiché "un grand intérêt pour le marché algérien et une réelle volonté de réaliser un mégaprojet d'investissement à même de contribuer à la politique de l'Etat visant à réaliser la sécurité alimentaire et à mettre à profit les expertises et expériences accumulées au Qatar et dans les régions où la société investit", conclut le communiqué.

ALGÉRIE POSTE

Début de l'envoi des convocations aux candidats admis à l'épreuve numérique

L'entreprise Algérie Poste a annoncé, mardi dans un communiqué, le début de l'envoi des convocations officielles par e-mail à l'ensemble des candidats admis pour passer l'épreuve numérique du concours national de recrutement. "L'envoi des convocations officielles par e-mail à l'ensemble des candidats admis à passer l'épreuve numérique du concours national de recrutement débutera à partir du 27 mai 2025", a précisé le communiqué. Algérie Poste a rappelé les candidats "quant à la nécessité de vérifier leurs courriels, y compris les spams". A noter que la date du 31 mai en cours a été fixée pour le concours de recrutement des candidats admis, lesquels recevront leurs convocations par e-mail, contenant les détails relatifs au lieu et à l'horaire du concours. Le concours se déroulera en deux étapes : la première est "une épreuve numérique qui aura lieu le 31 mai 2025 au niveau des centres spécifiés dans la convocation envoyée. La deuxième étape est un entretien" avec un jury de sélection (à programmer ultérieurement), pour les candidats ayant réussi la première étape, sur la base des résultats obtenus à l'épreuve numérique et du nombre de postes ouverts dans leurs wilayas respectives.

LANCEMENT DE LA CAMPAGNE 2025 DE LA PÊCHE AU THON ROUGE

La flotte nationale renforcée avec deux navires de fabrication locale

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Youcef Cherfa, et le ministre des Transports, Saïd Sayoud, ont procédé, mardi au port d'Alger, au lancement officiel de la campagne de pêche au thon rouge pour l'année 2025, et à l'inauguration de deux nouveaux thoniers de fabrication locale, qui y participeront au sein de la flotte nationale, forte de 39 navires.

Les deux navires de pêche hauturière inaugurés lors de cet évènement, sont les plus grands au niveau national, avec une longueur de 42 mètres, et un taux d'intégration locale de plus de 75%, selon les explications fournies.

Le premier navire baptisé "Zmalet El Emir Abdelkader" a été construit par la société de construction et de maintenance navale "CMR NAVAL", avec une largeur de 10 mètres, et une capacité de charge totale de plus de 420 tonnes. Il est doté de moteurs d'une puissance de 2200 CV et d'un équipage composé de 25 marins de différents grades.

Le second navire, baptisé "Chahid Abane Ramdane", a été construit par la société "ADAM Construction Bateaux", avec une largeur de 10 mètres, une capacité de charge totale de plus de 430 tonnes. Il est également doté de moteurs d'une puissance de 2800 CV.

Dans une déclaration à la presse, M. Cherfa a souligné que les deux navires participeront à la campagne de pêche au thon, aux côtés de 37 autres thoniers, précisant que le quota de l'Algérie dans cette opération dépasse 2000 tonnes.

Ces deux navires d'une longueur de 42 mètres et construits localement pour la première fois, constitue un jalon essentiel dans le processus de renforcement des capacités de l'Algérie dans le domaine des moyens de transport maritime, notamment ceux destinés à la pêche en haute mer, a estimé le ministre.

Pour sa part, le ministre des Transports s'est félicité de cette réalisation, évoquant un projet en cours d'étude pour la construction d'un autre navire d'une longueur de 52 mètres, assurant du soutien de son secteur à de telles initiatives qui reflètent l'ambition et la détermination de la jeunesse algérienne à augmenter le taux d'intégration locale dans les industries maritimes.

ALGÉRIE TÉLÉCOM

Lancement d'un formulaire numérique pour recenser les zones non desservies par la fibre optique

Algérie Télécom (AT) a annoncé avoir a mis à la disposition des citoyens un formulaire numérique destiné à identifier les zones non encore desservies par le réseau de fibre optique, indique mardi un communiqué de cette entreprise. "Cette initiative s'inscrit dans le cadre de la préparation du plan d'action 2026 visant à généraliser le réseau de fibre optique jusqu'au domicile (FTTH) à travers tous les quartiers et régions du pays", précise la même source. Par ailleurs, "ce recensement permettra d'étudier et d'intégrer les zones non couvertes par le réseau FTTH dans les futurs projets d'extension, en adéquation avec les aspirations et besoins des clients", ajoute Algérie Télécom, relevant que ce formulaire est "disponible sur son site web www.algerietelecom.dz jusqu'au 31 juillet 2025". Algérie Télécom explique que "cette initiative s'inscrit au cœur des valeurs fondamentales d'Algérie Télécom, qui consistent à être à l'écoute des besoins des citoyens et à se rapprocher davantage d'eux, à travers des mécanismes participatifs permettant d'accélérer le déploiement du réseau de fibre optique à travers l'ensemble du territoire national". A travers cette démarche, AT "réaffirme son engagement à rapprocher ses services des citoyens et à œuvrer en synergie avec les autorités locales et les comités de quartier pour développer le réseau internet à haut débit".

COMMERCE

Réunion d'évaluation sur l'état d'avancement des projets du secteur

Le ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Tayeb Zitouni a présidé, mardi au siège du ministère, une réunion d'évaluation consacrée au suivi de l'état d'avancement des projets du secteur, indique un communiqué du ministère.

Lors de cette réunion, le ministre a souligné "la nécessité de respecter les délais fixés pour la réalisation des projets enregistrés, notamment la réalisation des nouvelles structures et la numérisation du secteur", insistant sur "l'importance du suivi régulier de ces projets afin d'assurer leur mise en œuvre dans les délais impartis".

La rencontre a également été l'occasion d'évoquer la situation des sièges administratifs et des structures relevant du secteur, ainsi que la prise en charge des préoccupations des travailleurs.

Dans ce cadre, le ministre a appelé à "l'élaboration d'un rapport détaillé sur ces sièges et équipements, afin d'améliorer les conditions de travail des employés et de fournir de meilleurs services aux opérateurs économiques".

Dans le même contexte, le ministre a instruit d'entamer l'examen du régime indemnitaire des cadres et personnels du secteur, ainsi que les conventions collectives des organismes y relevant, précise le communiqué.

Il a également mis l'accent sur l'"importance d'une coordination efficace entre les directions centrales et de wilaya pour garantir la disposition du secteur, étant parmi les secteurs vitaux liés à la vie quotidienne des citoyens"

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHE NATIONAL

وزارة الفلاحة و التنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 25 ماي 2025
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 25 Mai 2025

Produits		Prix du détail[1] DA / Kg			أسعارالتجزئة[1] دج / كلغ	
		معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	المنتجات	
Légumes frais	Pomme de terre	65	72	58	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	74	86	62	الطماطم	
	Oignon sec	47	54	40	البصل الجاف	
	Ail vert	136	154	118	الثوم الخضراء	
	Carotte	82	91	73	الجزر	
	Navet	91	101	82	لفت	
	Petit pois	186	205	167	الجلبانة	
	Fève verte	95	105	84	الفول الاخضر	
	Courgette	75	85	65	الكوسة	
	Haricot vert	179	198	160	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	110	123	97	الخس	
Fruits frais	Pomme locale	439	514	364	التفاح المحلي	فواكه طازجة
	Datte	549	682	416	التمر	
	Banane	417	424	409	الموز	
	Fraise	284	323	244	الفراولة	
	Melon	146	163	129	البطيخ الاصفر	
	Pastèque	91	104	78	البطيخ الاحمر	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1756	1897	1614	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	379	391	367	الدجاج	
	Œufs (Unité)	15	17	14	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	95	100	90	حليب البقر (لتر)	

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	420,00	NC	0,00	-0,98	-0,66	8,10	7,14	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 415,00	1420,00	0,35	0,50	1,06	0,00	-	145	205 900,00
BIOPHARM	BIO	2 501,00	NC	0,00	2,77	6,71	7,50	7,20	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 300,00	2300,00	0,00	0,00	1,33	12,10	5,43	21609	49 700 700,00
EGH El Aurassi	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-0,54	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	405,00	NC	0,00	0,21	-4,56	2,03	-	0	0,00

AGRICULTURE SAHARIENNE

Plaidoyer pour la valorisation du palmier dattier

Face à la montée des périls climatiques et géopolitiques, l'Algérie et plusieurs pays d'Afrique saharienne réorientent leur stratégie agricole. Le palmier dattier, longtemps cantonné à un simple rôle nourricier, devient aujourd'hui le pilier d'une ambitieuse transformation industrielle et territoriale. L'initiative « The Palm Tree Initiative 2025 », tenue hier à Alger dans le cadre du Salon SIPSA-Filiha, marque un tournant décisif vers une ère nouvelle : celle d'un Sahara productif, technologique et intégré.

Par Mourad A.

Le réchauffement climatique, la rareté de l'eau et la dégradation des sols imposent une refonte en profondeur des modèles agricoles. Brahim ZITOUNI, vice-président du GRFI, a affirmé ainsi que « le palmier dattier représente bien plus qu'un arbre fruitier : il est une ressource génétique endogène, robuste et multi-usages, capable de porter l'avenir des territoires sahariens ».Cette vision rencontre un fort écho à l'échelle régionale. En mai dernier, lors de la Conférence Panafricaine sur la question Alimentaire à Alger, neuf pays africains ont désigné le modèle oasien comme référence en matière d'agriculture résiliente, et le programme OASIS (Organisation de l'Agriculture Saharienne par Intégration et Substitution) comme projet phare à mutualiser.

Mais l'Initiative 2025 ne se limite pas à la simple production de dattes. Elle entend valoriser l'ensemble de la chaîne de valeur du palmier. « Nous parlons ici d'une véritable plateforme industrielle », a expliqué Amel M'hari, architecte de l'Atelier des Trois Dimensions, « qui touche l'agroalimentaire, les biotechnologies, la cosmétique, la pharmacie, l'emballage, le textile, et même l'énergie verte ». Les dattes peuvent ainsi être transformées en sucres complexes (fructose, glucose, sucrose), puis en sorbitol, mannitol, éthanol, acides, médicaments ou solvants. Quant à la biomasse des palmiers mâles, souvent négligée, elle devient un gisement stratégique de fibres végétales, d'inflorescences aromatiques, de bioplastiques ou encore de carburants alternatifs. Grâce à une densité de plantation optimisée jusqu'à 800 palmiers mâles/ha contre 415 femelles/ha, la production peut être intensifiée tout en respectant les contraintes climatiques locales.

Ce redéploiement s'appuie sur des innovations techniques de pointe. Des solutions de mécanisation intelligente sont actuellement à l'étude, dont un pollinisateur pneumatique de 8 à 12 mètres de portée, conçu pour soulager le travail des agriculteurs. L'intégration de la numérisation des opérations agricoles, de la culture in vitro, ainsi que des techniques d'hydroponie et d'aéroponie, témoigne du rôle central de la science dans cette dynamique. « La palmeraie de demain ne sera pas seulement agricole : elle sera mécanisée, connectée, pensée dès sa conception pour l'industrie »,a résumé Hakim Bachir de l'Institut National de la Recherche Agronomique d'Algérie (INRAA).

Une agriculture ancrée dans les écosystèmes

Le modèle promu par The Palm Tree Initiative veille à ne pas compromettre les équilibres écologiques fragiles du désert. Il intègre notamment la préservation des croûtes biologiques désertiques, ces pellicules vivantes du sol composées de cyanobactéries, de champignons et d'algues, qui couvrent 12 % de la surface terrestre, fixent 7 % du carbone mondial et assurent 46 % de la fixation planétaire de l'azote.Harry Clark, de l'université du Missouri, a insisté sur ce point : « Préserver et intégrer ces croûtes dans les systèmes agricoles sahariens pourrait être la clé d'une productivité durable, tout en protégeant la biodiversité invisible mais essentielle des sols désertiques».

En toile de fond, c'est toute une philosophie de développement qui se dessine : coopération Sud-Sud, autonomisation locale, intelligence collective.

Les organisateurs veulent mobiliser les populations rurales, les scientifiques, les architectes, les agriculteurs et les décideurs autour d'un nouveau pacte agro-industriel saharien. Comme l'a résumé Amel M'Hari : « Imaginer des villes sahariennes qui ressemblent à leurs habitants, nourries par leur terroir, bâties avec leurs ressources, c'est aussi cela, l'esprit du programme OASIS ».

The Palm Tree Initiative 2025 s'impose donc comme bien plus qu'un simple forum. Elle constitue une feuille de route stratégique pour une agriculture saharienne intégrée, innovante, durable… et profondément africaine.

FILIÈRES POMME DE TERRE ET AIL

Appel à accompagner les producteurs pour assurer la stabilité des prix

Les participants au séminaire régional sur "la régulation et le stockage de la pomme de terre et de l'ail destinés à la consommation, la saison 2024-2025", organisé hier à Oum El-Bouaghi, ont appelé à accompagner les producteurs pour assurer la disponibilité des produits agricoles et la stabilité des prix. Dans son intervention durant la rencontre tenue à l'université "Larbi Ben M'hidi", le directeur général de l'Office national interprofessionnel des légumes et viandes (ONILEV), Redouane Haroumi, a indiqué que "l'opération de stockage des produits agricoles, notamment la pomme de terre et l'ail a débuté", soulignant que cette rencontre est la quatrième du genre à l'échelle nationale. Il a également inscrit la rencontre dans "le cadre de la démarche visant à assurer la disponibilité du produit et son stockage ainsi que la stabilité des prix sur les marchés nationaux". Le même responsable a souligné la nécessité de dégager des recommandations et des résultats qui seront mis en œuvre à l'avenir. De son côté, le directeur de la régulation à la Société algérienne de régulation des produits agricoles (SARPA), Yazid Benhafsa, a mis en exergue le rôle de cette société dans l'achat auprès des agriculteurs de leurs produits, dont la pomme de terre et l'ail, et leur stockage dans les centres relevant du secteur public ou dans des chambres froides louées auprès de producteurs. L'intervenant a réaffirmé l'engagement de SARPA à écouter les producteurs et agriculteurs et à élever leurs préoccupations à la tutelle. Organisée par l'ONILEV en coordination avec la direction locale des services agricoles (DSA) et la Chambre de l'agriculture de wilaya, la rencontre a regroupé des représentants des coopératives, des chambres de l'agriculture et des cadres du secteur agricole de 12 wilayas ainsi que des agriculteurs.

PÊCHE AU THON À BOUMERDES

Le quota de la wilaya fixé à 54 tonnes durant la campagne 2025

La wilaya de Boumerdes a bénéficié d'une autorisation de pêche d'un quota de 54 tonnes de thon rouge au titre de la campagne 2025, a-t-on appris, mercredi, auprès de la direction locale de la pêche et de l'aquaculture.

Cette quantité de thon rouge autorisée pour la wilaya, dans le cadre de la campagne de pêche en cours, officiellement lancée depuis deux (2) jours, fait partie d'un quota global de 2047 tonnes fixé pour l'Algérie, pour cette année 2025, a indiqué le directeur du secteur, Kadri Cherif. A noter que la wilaya de Boumerdes participe pour la 4ème année consécutive à cette campagne, lancée mercredi à partir du port de Dellys (Est), avec un navire de 35 mètres de long, construit localement dans les ateliers de Zemmouri El-Bahri. Lequel fait partie des 39 navires engagés dans cette campagne au niveau national. La campagne nationale de pêche au thon a été officiellement lancée, lundi dernier à travers le pays, et se poursuivra jusqu'au 1er juillet prochain, selon la même source.

La wilaya dispose de neuf (9) ateliers privés spécialisés dans la construction et la maintenance navale, répartis entre les ports de Dellys, Zemmouri El-Bahri et Cap Djinet, en plus d'un atelier spécialisé dans la construction de navires de pêche au thon (thoniers).

A ce jour, ces ateliers ont construit trois (3) thoniers de 35 mètres de long, auxquels s'ajoutent trois autres navires similaires actuellement en cours de construction.

INVESTISSEMENT

Orienter les capitaux vers les secteurs verts

Par R E.

Les intervenants lors d'une journée d'information organisée, hier à Alger, par la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (CACI), ont appelé à l'intensification des investissements dans les secteurs verts, notamment le recyclage et le traitement des eaux usées, étant à même d'apporter une valeur ajoutée durable. Les intervenants à cette rencontre, organisée au profit des opérateurs économiques des secteurs public et privé, ont mis l'accent sur l'importance d'orienter les capitaux vers les secteurs verts, étant à la fois des activités amies de l'environnement et des domaines d'investissement économiquement prometteurs. Dans ce cadre, le directeur général de la CACI, Chakib Smail Kouidri considère que "les investissements environnementaux constituent l'un des principaux leviers permettant de construire une économie moderne, diversifiée et durable, car conciliant exigences de développement économique et impérative protection de l'environnement". L'Algérie dispose, dans ce domaine, de ressources naturelles importantes à exploiter de manière "efficace", à l'instar des énergies solaire et éolienne, outre les capacités de recyclage et de valorisation des déchets, a-t-il ajouté. Pour concilier promotion de l'investissement et exigences de la préservation de l'environnement, M. Kouidri a insisté sur l'impérative conjugaison des efforts de tous les acteurs du tissu économique et juridique pour unifier les vues et échanger les expériences et les expertises. Pour sa part, Mme Samia Moualfi, membre du jury de la CACI et ancienne ministre de l'Environnement et des Energies renouvelables a appelé à l'exploitation des facilitations introduites par la nouvelle loi sur l'investissement en vue de concevoir des projets verts valorisant les potentialités disponibles dans le pays, ajoutant que les déchets représentent désormais une richesse et une véritable ressource économique à même de créer une valeur ajoutée et de l'emploi. Lors de cette journée d'information, les opérateurs économiques ont évoqué la nécessité de s'orienter vers un investissement environnemental, en définissant les opportunités d'investissement offertes dans ce domaine, tout en proposant des solutions aux obstacles rencontrés en la matière.

JUMELAGE INTER-HÔPITAUX

20 interventions chirurgicales endoscopiques au profit des enfants à Illizi

Une vingtaine d'interventions chirurgicales endoscopiques ont été effectuées au profit des enfants malades dans le cadre de jumelage entre l'établissement public hospitalier (EPH) "Tirgui Ouanetemidi" d'Illizi et l'établissement hospitalier spécialisé mère - enfant (El Eulma-Sétif), a-t-on appris mardi auprès des organisateurs. Effectuées pour la premières fois dans la wilaya d'Illizi, ces opérations chirurgicales délicates ont ciblé 20 enfants sur 55 patients qui se sont présentés pour des consultations spécialisées, assurées par un staff médical composé de cinq (5) praticiens , dont quatre (4) spécialistes en chirurgie pédiatrique, un médecin en anesthésie et réanimation, en sus des infirmiers en anesthésie et réanimation, a expliqué à l'APS , le coordinateur des programmes de jumelage, Dr Ghanna Akhmesi. Dans le cadre de cette initiative médicale récemment organisée, des journées de formation ont été également initiées au profit du personnel médical et paramédical de la même structure de santé à illizi , a-t-on fait savoir .

MASCARA

Le barrage de Oued-Taht rempli à 100 %

Le barrage de "Oued-Taht", situé dans la commune de Aïn-Farah (wilaya de Mascara), affiche actuellement un taux de remplissage de 100 %, grâce aux fortes précipitations enregistrées, récemment dans la région, a-t-on appris, mardi, du directeur de cette infrastructure hydraulique, Mohamed Bekhadra.
M. Bekhadra a précisé à l'APS que les récentes pluies enregistrées dans la wilaya ont permis d'augmenter le volume d'eau du barrage à plus de 7 millions de mètres cubes, soit un remplissage total.
Il a également rappelé que l'administration du barrage a procédé, récemment, au lâcher de plus de 3,4 millions de mètres cubes d'eau, en raison de l'atteinte d'un niveau record. Cette opération vise à éviter le débordement vers les zones forestières avoisinantes, tout en protégeant l'infrastructure contre l'envasement et en préservant sa structure.

JIJEL

Nécessité de renforcer la couverture des plages par les réseaux de téléphonie mobile et l'internet

Le ministre de la Poste et des Télécommunications, Sid Ali Zerrouki, a insisté, mardi à Jijel, sur la "nécessité de renforcer la couverture de tous les sites balnéaires du pays par les réseaux de téléphonie mobile et de l'internet 4G en prévision de la saison estivale 2025".

Le ministre a indiqué, dans une déclaration à la presse en marge d'une visite de travail dans cette wilaya, que cette démarche vise à "assurer la sécurité des estivants, à faciliter l'intervention rapide des services de sécurité et de la Protection civile et à améliorer la qualité des services numériques fournis aux citoyens et aux estivants". Appelant de nouveau les opérateurs de téléphonie mobile à "améliorer la qualité de la couverture et à augmenter la performance du réseau, notamment dans les zones côtières qui connaissent un afflux important de vacanciers durant l'été", M. Zerrouki a souligné "la nécessité d'une bonne coordination avec les autorités locales pour faciliter l'installation des antennes et des équipements techniques nécessaires". Le ministre a fait savoir que son département ministériel "œuvre à accompagner le développement économique, à promouvoir l'inclusion financière et à accélérer la transformation numérique dans les différentes wilayas. Il a également indiqué, à ce propos, que Jijel est "l'une des wilayas charnières au niveau national en raison de ses importants atouts, notamment son caractère éminemment touristique, ses zones industrielles et son port commercial figurant parmi les plus importants du pays". Au cours de sa visite dans la wilaya de Jijel, le ministre a inauguré deux bureaux de poste dans les localités de Boucherka (commune de Taher), baptisé du nom du défunt Moudjahid Diabi Abdelkrim Benali, et dans la commune montagneuse de Chehna, baptisé du nom du défunt Moudjahid Bouanika Tahar. Il a souligné, in situ, que l'Etat "ne ménagera aucun effort pour améliorer les prestations dues aux citoyens où qu'ils se trouvent". M. Sid Ali Zerrouki, s'enquérant de l'état d'avancement des travaux de réalisation d'un nouveau bureau de poste dans la localité de Zouitna (commune de Chehna), doté d'un financement de plus de 9 millions de dinars et devant bénéficier à plus de 1.300 citoyens, a révélé qu'un concours national de recrutement pour Algérie Poste sera organisé "en cours de semaine". Les candidats retenus bénéficieront d'un programme de formation d'une semaine, a-t-il ajouté. Dans la commune d'El Aouana, M. Zerrouki a procédé à la mise en service de trois stations mobiles pour les opérateurs mobiles Djezzy (1 station) Ooredoo (2), et donné le feu vert au projet de raccordement de 27 stations de l'opérateur Ooredoo au réseau de fibre optique dans la région d'Afouzar. Il a également présidé, à la cité Bouridah-Seddik (commune de Jijel), la mise en service d'un projet portant sur le remplacement du réseau cuivre par la fibre optique (1.980 ports). Le ministre de la Poste et des Télécommunications a également rappelé, lors de cette visite, la mise en service de l'itinérance nationale pour les numéros d'appel d'urgence sur l'ensemble de l'autoroute Est-Ouest, ce qui permettra de passer des appels d'urgence via n'importe quel réseau de téléphonie mobile disponible. Un service, a affirmé M. Zerrouki, qui sera progressivement étendu à tous les axes routiers à travers le territoire national.

CIRCONSCRIPTION ADMINISTRATIVE DE ZÉRALDA

Le wali d'Alger tient une réunion de suivi des projets de proximité

Le wali d'Alger, M. Mohamed Abdennour Rabehi, a présidé mardi au siège de la wilaya, une réunion de suivi des projets de proximité dans la circonscription administrative de Zéralda, soulignant la nécessité d'accélérer la cadence de leur réalisation pour concrétiser le modèle de la capitale moderne, a indiqué un communiqué de la wilaya. Cette réunion s'inscrit dans le cadre du "renforcement des projets de développement local conformément à la vision stratégique de développement et de modernisation de la capitale", selon la même source. A cette occasion, "des exposés ont été présentés sur les différents projets de développement local dans les communes de Staoueli, Zeralda et Souidania, outre la proposition de réaliser 52 projets afin de fournir des services de qualité aux citoyens, conformément aux quatre axes de la vision stratégique de développement de la capitale". A l'issue de la présentation, M. Rabehi a donné des instructions pour accélérer le rythme de réalisation des différents projets, présenter des propositions de projets selon les secteurs et les priorités de chaque commune et aménager les façades des différentes bâtisses et quartiers d'habitation, outre la réalisation d'espaces de jeu et de loisirs à cachet moderne".

BLIDA

Réouverture de deux marchés à bestiaux hebdomadaires

Le directeur des services agricoles de la wilaya de Blida a annoncé, mardi, la réouverture des deux (2) marchés à bestiaux hebdomadaires que compte la wilaya, après une période de fermeture provisoire.
Selon Kamel Foudhala, le marché hebdomadaire de vente de bétail de la cité Deriouche, commune de Bouarfa, à l'Ouest de la wilaya, a été rouvert hier lundi.
Un 2 e marché similaire a été rouvert, mardi, dans la commune de Larbaâ, à l'Est de la wilaya, après une fermeture provisoire, a-t-il ajouté, notant que cette réouverture coïncide avec l'approche de l'Aïd El-Adha.
Le même responsable a souligné, en outre, l'ouverture de 29 points de vente des moutons de l'Aïd à travers l'ensemble des communes de la wilaya, en plus des points de vente dédiés aux moutons importés.
A cela s'ajoute la mobilisation de 65 vétérinaires pour superviser les opérations d'abattage dans toutes les communes de la wilaya, en plus de la mise à disposition de six (6) abattoirs pour accueillir les citoyens désirant accomplir le sacrifice du Jour de l'Aïd El Adha.

LUTTE CONTRE LES FEUX DE FORÊTS ET LES CULTURES AGRICOLES À EL BAYADH

Mise en place d'une colonne mobile

La Conservation des forêts de la wilaya d'El Bayadh a procédé, récemment, à l'installation d'une colonne mobile de lutte contre les incendies de forêts et des cultures agricoles pour la saison 2025, a-t-on appris auprès de cette instance.
Cette colonne est composée de sept équipes mobiles, dotées de divers équipements d'intervention et des ressources humaines nécessaires. Trois de ces équipes sont déployées dans les oasis de Boussemghoun, Brézina, Arbaouat et Labiodh Sidi Cheikh, afin de protéger les palmiers dattiers et divers arbres fruitiers.
Les quatre autres équipes sont réparties dans d'autres zones, notamment au chef-lieu de wilaya, ainsi que dans les zones boisées de Dhraâ Lahmar, Boualem, Stitine, entre autres, précise la même source. Cette colonne poursuivra ses missions jusqu'au 31 octobre prochain. Dans le cadre du même plan préventif de lutte contre les incendies de forêts, six tours de surveillance ont été mis en place, où des agents de la conservation des forêts y assurent la veille en continue et une intervention rapide, dés le signalement d'un foyer d'incendie, pour la protection du patrimoine forestier et des cultures agricoles.
Ce plan prévoit également, en coordination avec divers partenaires tels que les services de la protection civile, la sécurité et la gendarmerie nationales, ainsi que les communes, l'organisation de campagnes de sensibilisation à l'intention des citoyens afin d'élever leur niveau de conscience et les inciter à contribuer à la prévention des incendies de forêts et des cultures.

Ce que contient vraiment la «grande et belle loi» budgétaire de Donald Trump

Le grand projet de loi sur le budget des États-Unis, voulu par le président républicain et adopté le 22 mai par la Chambre des représentants, mérite d'être regardé de près. Il offre une image très crue de la politique MAGA.

Par Gérard Horny

Avec Donald Trump, on n'est jamais déçu. Après avoir signé quelque 140 décrets en cent jours (le chiffre exact diffère selon les sources!), plus qu'aucun président des États-Unis ne l'avait fait avant lui, même Franklin Delano Roosevelt en pleine crise des années 1930, Trump II ne faiblit pas. Chaque jour apporte son lot de nouvelles, dont on ne sait si l'on doit en rire ou en pleurer.

Parmi les dernières en date, jeudi 22 mai, l'administration Trump a retiré à l'université Harvard l'autorisation d'accueillir des étudiants étrangers. La décision est d'autant plus stupide, quelles qu'en soient les motivations, que la puissance des États-Unis repose en grande partie sur leur capacité à attirer les meilleurs scientifiques du monde entier. Finalement, une juge du tribunal fédéral du Massachusetts a bloqué temporairement cette mesure. Le lendemain, vendredi 23 mai, Donald Trump s'est énervé face à l'Union européenne et l'a menacée d'imposer des droits de douane de 50% dès le 1er juin. Avant, dans sa grande bonté et après une discussion avec la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen, de reporter l'échéance au 9 juillet. Et la liste va continuer à s'allonger.

La quintessence de la méthode Trump

Mais la quintessence de la méthode Trump se retrouve dans le «grand et beau projet de loi» adopté par la Chambre des représentants le 22 mai. Tout y est. D'abord le nom de la loi, voulu par Donald Trump lui-même: on y retrouve son style inimitable, marqué par les trois ou quatre mots qu'il connaît et ressort à chaque occasion. En anglais, il s'agit de la «loi OBBBA», pour One Big Beautiful Bill Act. Ensuite, par la façon dont la Maison-Blanche a obtenu le vote.

Au départ, les élus républicains souhaitaient travailler sur deux textes, l'un prolongeant les mesures fiscales adoptées en 2017 –qui devaient arriver à expiration à la fin de cette année– et l'autre contenant toutes les mesures nouvelles, s'agissant des dépenses comme des recettes. Mais Donald Trump a pesé de tout son poids pour obtenir que ne soit discuté qu'un seul texte, de façon à contraindre le Congrès à voter tout en bloc. Et la Maison-Blanche s'est employée à faire comprendre aux élus qu'ils s'exposeraient à de sérieuses mesures de rétorsion s'ils ne votaient pas ce texte.

Après de longues discussions et quelques concessions de la part de Donald Trump, le texte a pu passer ce premier obstacle de la Chambre des représentants, avec une majorité de voix, mais d'extrême justesse (215 voix pour, 214 contre). Tous les représentants démocrates ont voté contre et les élus républicains, qui avaient bien compris le message, ont joué bon gré mal gré la carte de la solidarité gouvernementale, avec quatre exceptions: deux d'entre eux ont voté contre, un s'est abstenu et un autre n'a pas participé au vote parce qu'il s'était assoupi…

La discussion au Sénat risque d'être laborieuse. Mais Donald Trump espère un vote positif avant le 4 juillet, jour de la fête nationale. Les Républicains sont majoritaires dans la chambre haute du Congrès américain –53 contre 47 sénateurs d'opposition– et la procédure dite de la «réconciliation» pour les textes budgétaires permet d'éviter de devoir subir l'épreuve d'une majorité renforcée des trois cinquièmes (soit 60 voix sur 100).

Menaces sur Medicaid

De ce texte volumineux de 1.116 pages, dont la lecture n'est guère aisée, on peut retenir quelques faits saillants qui reflètent parfaitement l'état d'esprit de la sphère MAGA (Make America Great Again). Pour les dix années à venir, sont ajoutés 150 milliards de dollars de dépenses pour l'armée. Il n'est d'ailleurs pas certain que ce montant soit suffisant pour permettre de financer tous les projets présidentiels, surtout si l'on y ajoute le bouclier antimissile Dôme d'or (Golden Dome) présenté par Donald Trump le 20 mai pour un coût annoncé de 175 milliards de dollars (environ 154 milliards d'euros), chiffre qui, de l'avis de nombreux experts, pourrait être largement dépassé alors que l'utilité même de cet investissement est loin de faire l'unanimité.

Sur le même sujet

Le poste «sécurité aux frontières» se verrait doté, lui, de 70 milliards de dollars supplémentaires. Il s'agit notamment de financer l'expulsion d'un million d'immigrés par an: renforcement des contrôles, construction de centres de détention, etc. En matière d'éducation, diverses dispositions durcissent les critères d'obtention des aides fédérales pour les étudiants et mettent fin aux prêts fédéraux à taux bonifiés pour le premier cycle de l'université.

Mais c'est principalement sur Medicaid, l'assurance santé des personnes les plus démunies, que le courant MAGA se déchaîne: durcissement des conditions pour l'obtenir, réduction du montant de l'aide dès que le bénéficiaire monte au-dessus du seuil fédéral de pauvreté, multiplication des contrôles, interdiction d'utiliser Medicaid pour des soins liés à la transition de genre (qu'il s'agisse d'enfants ou d'adultes), interdiction de l'utiliser aussi pour les immigrés sans papiers, etc. Il est à noter que ces dispositions s'appliqueront dès 2027, contrairement à ce que souhaitait Donald Trump, qui avait promis de ne pas toucher à Medicaid pendant son mandat.

Réduction de l'aide alimentaire

Dans le projet initial, toutes les mesures «agréables», comme les baisses d'impôts, devaient s'appliquer tout de suite; celles qui risquaient d'être accueillies négativement par les électeurs ne devaient l'être qu'à partir de 2029. Les élus républicains, soucieux de limiter les dépenses, ont imposé un raccourcissement des délais. Selon les estimations du Bureau du budget du Congrès américain (CBO, organisme fédéral non partisan créé pour aider les membres du Congrès à mesurer l'impact sur les finances publiques de l'évolution de la situation économique et des mesures votées), les économies réalisées sur Medicaid pourraient atteindre 698 milliards de dollars sur la période 2026-2034.

Les ménages états-uniens verraient en moyenne leurs revenus augmenter sur la période 2026-2034 grâce à ce texte, mais tous n'en bénéficieraient pas de la même façon. Le nouvel âge d'or promis n'est pas pour tout le monde…

Pour faire bonne mesure, il est prévu également de faire 267 milliards de dollars d'économies sur le programme d'assistance alimentaire (Supplemental Nutrition Assistance Program, SNAP), qui permet aux plus démunis de bénéficier de bons d'achat alimentaires. En 2024, plus de 41 millions de personnes ont bénéficié de ce programme en moyenne chaque mois.

Pour les enfants, le compte d'épargne MAGA

Parmi les nouveautés fiscales, on remarque une hausse du crédit d'impôt pour les familles ayant des enfants à charge, une exonération pour les pourboires et les heures supplémentaires, ainsi qu'une possibilité de déduire du revenu imposable les impôts locaux et d'État dans la limite de 40.000 dollars, au lieu de 10.000 actuellement, du moins pour les contribuables dont le revenu n'excède pas 500.000 dollars (c'est un des points sur lesquels les discussions pourraient être les plus vives au Sénat).

Mais la nouveauté la plus remarquable s'appelle évidemment MAGA, mais cette fois pour Money Account for Growth and Advancement (littéralement «compte d'argent pour la croissance et le futur»). Il s'agit d'un compte d'épargne créé pour les enfants sur lequel l'État fédéral mettrait 1.000 dollars à chaque naissance et sur lequel les parents, les amis et les employeurs des parents pourraient mettre au total jusqu'à 5.000 dollars par an. Les fonds seraient placés en Bourse et resteraient indisponibles jusqu'à ce que le bénéficiaire ait 18 ans. Pendant cette période, aucun impôt ne serait dû et au moment du retrait les gains seraient imposés au régime favorable des plus-values à long terme. Le retrait ne pourrait intervenir que pour des raisons bien précises, telles que le paiement des études, le démarrage d'une activité ou l'achat d'un premier logement. Pour ajouter encore un peu plus à la démagogie, des élus ont proposé en dernière minute d'appeler ce compte «Trump Account».

Le chapitre fiscal comporte cependant le création d'une nouvelle taxe de 5%, pour les envois d'argent à l'étranger. Cette disposition vise clairement les travailleurs immigrés qui envoient de l'argent à leur famille restée au pays. Cela ne suffisait pas de supprimer 92% des financements à l'étranger de l'Agence des États-Unis pour le développement international (Usaid)…

Les pauvres plus pauvres et les riches plus riches

On voit ainsi ce qu'est une «grande et belle loi» pour Donald Trump. Selon les calculs du CBO, les ménages états-uniens verraient en moyenne leurs revenus augmenter sur la période 2026-2034 grâce à ce texte, mais tous n'en bénéficieraient pas de la même façon. Les 10% de la population avec les revenus les plus faibles verraient leur situation se dégrader, alors que les revenus des 10% de la population les plus aisés croîtraient encore. Le nouvel âge d'or (golden age) promis n'est pas pour tout le monde… Pour les 10% du bas de l'échelle des revenus, la perte de ressources serait de 2% en 2027 et de 4% en 2033, principalement du fait des coupes dans Medicaid et dans le programme d'assistance alimentaire. Pour les 10% du haut de l'échelle, le gain procuré par les mesures fiscales serait de 4% en 2027 et de 2% en 2033.

Mais comme les économies faites sur le dos des pauvres ne permettra pas de compenser les cadeaux faits aux plus aisés et les dépenses supplémentaires en matière de défense et de protection des frontières, cette «belle loi» devrait, selon les estimations actuelles, ajouter 3.800 milliards de dollars à la dette de l'État fédéral, qui dépasse déjà 36.200 milliards. Et les marchés financiers s'inquiètent.

Sur le marché des actions, un calme relatif est revenu assez vite après les déclarations fracassantes de Donald Trump sur les droits de douane, au début du mois d'avril. Mais sur le marché des obligations, les taux américains restent à un niveau élevé, à 4,51% le 26 mai dernier pour le taux à dix ans, contre 2,65% pour l'Allemagne ou 3,24% pour la France, qui ne fait pourtant pas partie des pays ayant une gestion budgétaire particulièrement vertueuse. Le 16 mai, à la grande fureur de Donald Trump, l'agence américaine de notation Moody's a retiré son triple A à la dette des États-Unis. Elle était la dernière à lui accorder cette note d'excellence; Standard & Poor's la lui avait retirée dès août 2011 et Fitch avait suivi en août 2023.

Des finances publiques dégradées

Il ne faut pas dramatiser les conséquences de cette dégradation: même avec une note de seulement Aa1, le Trésor américain va pouvoir encore placer ses titres sur le marché et le pays ne va pas sombrer dans la crise. Mais le service de sa dette risque de lui coûter plus cher. Le 21 mai, l'adjudication de bons à 20 ans s'est assez mal passée: la demande de titres a encore excédé largement l'offre, mais le ratio demande/offre s'est élevé à son plus bas niveau depuis août 2022 et le rendement effectif, celui qui a été constaté à l'issue de l'adjudication, a été nettement plus élevé que celui qui était attendu, à plus de 5%.

En mars dernier, le CBO avait prévenu: à législation inchangée, la situation des finances publiques risque de fortement se dégrader, avec un déficit public, déjà élevé à 6,4% du produit intérieur brut (PIB) en 2024, qui passerait à 7,3% du PIB en 2055 et une dette publique détenue par le public qui passerait dans le même temps de 98% du PIB à 156%. À court terme, estime le CBO, cette évolution ne pose pas de problème majeur. Mais à long terme, le pays s'expose à des hausses brutales des taux d'intérêt, à un ralentissement de la croissance, voire à une crise financière et à une perte de confiance dans le dollar.

Sur le même sujet

Avec une «grande et belle loi» qui va encore alourdir le déficit, le risque ne fera que grandir. Mais est-ce vraiment un problème? À voir le rythme auquel sa famille multiplie les contrats partout dans le monde et s'empresse de développer les cryptomonnaies à son profit, le président des États-Unis peut envisager l'avenir avec une grande sérénité…

Source: Slate.fr, Édité par Émile Vaizand – 27 mai 2025

HUILE D'OLIVE CONDITIONNÉE

Les exportations tunisiennes grimpent de 57 %

Les exportations d'huile d'olive conditionnée ont enregistré une hausse remarquable de 57,2 % à fin avril 2025, selon les données publiées par le ministère de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie. Cette progression s'appuie sur une diversification accrue des marchés d'exportation, incluant le Canada, les États-Unis, ainsi que les marchés européens et du Golfe.

Lors de la réunion du Conseil de l'huile d'olive conditionnée, tenue mardi sous la présidence d'Afef Chachi Tayari, cheffe du cabinet du ministre de l'Industrie, les acteurs du secteur ont fait le point sur la campagne d'exportation 2024-2025 et les dernières évolutions du marché. Étaient présents des représentants de l'administration, des structures de soutien et des professionnels du secteur.

Le Conseil a également examiné la mise en œuvre du programme promotionnel 2025, dont l'objectif est de renforcer la présence de l'huile d'olive conditionnée tunisienne sur les marchés étrangers à fort potentiel, de valoriser son origine tunisienne et de diversifier ses destinations d'exportation.

Le Centre technique de l'emballage et du conditionnement pilote ce programme, qui comprend la participation à des salons internationaux majeurs tels que le Salon international des industries alimentaires à Dubaï et l'exposition d'aliments et de boissons à Londres. Par ailleurs, un événement promotionnel sera organisé en Tunisie à l'attention du corps diplomatique accrédité, ainsi que l'accueil de délégations commerciales européennes dans le cadre du projet de coopération « Exporter ».

Enfin, la réunion a permis de présenter le « Guide des procédures d'attribution et de décaissement des aides au Fonds pour la promotion de l'huile d'olive conditionnée ». Ce guide vise à simplifier et à accélérer les démarches administratives liées aux subventions, qui seront prochainement numérisées afin de faciliter l'accès aux aides pour les opérateurs du secteur.

POUR LES OBLIGATIONS VERTES

Les autorités saoudiennes approuvent de nouvelles lignes directrices

L'Autorité du marché des capitaux d'Arabie saoudite a approuvé de nouvelles lignes directrices pour l'émission d'instruments de dette verts, sociaux, durables et liés à la durabilité.

Ces directives, qui sont entrées en vigueur le 27 mai, représentent une étape cruciale dans la stratégie plus large de la CMA visant à approfondir le marché de la dette nationale et à aligner le secteur financier du Royaume sur les objectifs de durabilité décrits dans Vision 2030.

L'initiative fait partie du plan stratégique de la CMA pour 2024-2026 et soutient la stratégie de durabilité du Comité ministériel pour la stratégie de durabilité des entreprises.

Élaborées en collaboration avec les parties prenantes des secteurs public et privé, les lignes directrices constituent un élément clé de l'initiative intitulée "Établir le cadre réglementaire pour des instruments de dette durables".

Cette initiative vise à encourager les émissions locales et à renforcer le rôle du financement de la dette dans l'économie nationale.

L'approbation de ces nouvelles lignes directrices s'inscrit dans la stratégie globale de l'AMC, qui comprend plus de 40 initiatives destinées à faire progresser la finance durable et à développer les marchés de capitaux.

Parmi ces initiatives figurent la création de cadres réglementaires pour les obligations vertes et liées aux critères ESG, l'adoption de pratiques financières ouvertes pour favoriser l'innovation et le renforcement des règles de gouvernance d'entreprise pour stimuler la responsabilité et la confiance des investisseurs.

Cette évolution est particulièrement importante car elle accélère l'adoption de la finance durable en créant un cadre clair pour l'émission d'instruments de dette conformes aux critères ESG, ce qui permet aux entités publiques et privées de lever des fonds pour des projets écologiquement et socialement responsables.

En outre, elle renforce le marché local de la dette en encourageant une plus grande participation des émetteurs et des investisseurs grâce à une plus grande clarté réglementaire, ce qui améliore la liquidité du marché et l'accès aux capitaux.

La CMA a souligné que, bien que les nouvelles lignes directrices ne soient pas contraignantes, les émetteurs qui proposent des titres de créance verts, sociaux, durables ou liés à la durabilité libellés en riyals saoudiens - dans le cadre de placements publics ou privés - sont tenus de divulguer tout écart par rapport aux lignes directrices dans leur cadre d'émission ou leurs documents d'offre.

MAURITANIE

A Bagdad, le ministre des Affaires étrangères présente une initiative visant à développer l'économie bleue

Le ministre des Affaires étrangères, de la Coopération africaine et des Mauritaniens de l'extérieur, M. Mohamed Salem Ould Merzoug, a souligné que les relations économiques et la coopération au développement en général contribuent fortement au renforcement de l'interdépendance et l'unification des pays, notamment à la lumière des conditions actuelles de l'économie internationale.

Lors d'une allocution prononcée au nom de Son Excellence le Président de la République, M. Mohamed Ould Cheikh El-Ghazouani, lors de la cinquième session du Sommet sur le développement économique et social, organisée samedi dans le cadre des activités du Sommet arabe de Bagdad, il a indiqué que la République islamique de Mauritanie est intéressée à renforcer l'action arabe conjointe et la coopération inter économique, en exploitant les opportunités d'investissement dans nos pays arabes, présentant dans ce contexte une initiative liée au développement de l'économie bleue, pour optimiser et exploiter écologiquement durable les ressources marines dont nos pays regorgent, en raison de son impact. Positif pour la sécurité alimentaire, et les équilibres environnementaux en général.

Il a indiqué qu'il comptait sur l'organisation d'un groupe consultatif pour mobiliser les fonds nécessaires à ce programme d'investissement pour les cinq prochaines années, soulignant que les rencontres permettront de présenter les opportunités d'investissement en Mauritanie dans les secteurs public et privé, en espérant une forte participation de nos frères arabes.

La délégation mauritanienne participant au sommet de Bagdad comprenait, outre le ministre des Affaires étrangères, notreambassadeur l'ambassadeur de notre pays à Bagdad, S.E.M. El Hacen Aleyatt, l'Ambassadeur de Mauritanie en Égypte et Représentant permanent de notre pays auprès de la Ligue des États arabes, M. El-Houceine Sidi Abdallah Dèh, l'ambassadeur Directeur de la Communication et de l'Information au Ministère des Affaires Etrangères, M. Ahmed Mohamed Douwa, et la directeur adjoint du Protocole par intérim M. Amadou Bayla Ba.

VIA UNE NOUVELLE EXTENSION DE L'ACCORD PÉTROLIER

Le Liban mise sur l'Irak pour sécuriser son approvisionnement énergétique

Le Liban a officiellement annoncé, fin mai 2025, sa volonté de prolonger et d'élargir son accord énergétique avec l'Irak. Signé initialement en 2021 et renouvelé depuis, ce mécanisme permet au gouvernement libanais de recevoir du fuel irakien à des conditions financières préférentielles, en contrepartie de services médicaux et techniques libanais. Cette fois, le Liban ambitionne d'aller au-delà de la reconduction annuelle : Beyrouth souhaite élargir les volumes, diversifier les carburants livrés, et obtenir des délais de paiement encore plus étendus. L'objectif est clair : garantir un minimum de production électrique dans un contexte de déficit chronique d'approvisionnement, aggravé par l'effondrement de la capacité d'Électricité du Liban (EDL) à financer ses achats sur le marché libre.

L'accord actuel repose sur un système de troc pétrolier : l'Irak livre du fuel, le Liban rémunère en nature via des prestations hospitalières et services divers. Ce montage, validé par le Trésor irakien et supervisé par la BDL, contourne les marchés financiers et permet d'éviter les transferts directs en devises. En 2024, ce système a permis l'importation d'environ 80 000 tonnes de fuel mensuellement. En 2025, les autorités libanaises souhaitent doubler ce volume. Un haut responsable du ministère de l'Énergie a confirmé que des négociations sont en cours pour inclure du gasoil raffiné, directement utilisable dans les centrales électriques, ce qui permettrait de gagner en rendement. L'Irak, de son côté, y trouve un débouché politique utile et un moyen d'ancrer sa présence régionale dans les pays en crise.

Un filet énergétique précaire mais indispensable

Sans cet accord, le Liban aurait probablement plongé dans un black-out quasi total depuis 2022. Les quantités livrées restent certes limitées, mais elles permettent à EDL de produire entre 300 et 500 mégawatts selon les périodes, soit environ 15 à 20 % des besoins du réseau. Cela reste insuffisant, mais c'est un socle minimal pour maintenir certaines infrastructures stratégiques en fonctionnement : hôpitaux, télécommunications, ports, services publics. Le reste de l'électricité est assuré par les générateurs privés, financés par les ménages ou les municipalités. La dépendance au fuel irakien crée toutefois une vulnérabilité majeure : un simple retard logistique ou politique à Bagdad peut entraîner une baisse immédiate de la production. De plus, le fuel fourni doit être raffiné dans des pays tiers (Émirats ou Turquie), générant des coûts logistiques et des délais.

PAIEMENTS NUMÉRIQUES DANS L'UMOA

11 fintech déjà agréées par la BCEAO

Près d'un mois après l'expiration du délai fixé par la Banque centrale pour l'obtention de l'agrément de prestataires de services de paiement, plusieurs demandes sont en cours d'examen. Les autorisations sont accordées pays par pays.

Depuis la fin de la période transitoire fixée au 1er mai 2025, les prestataires de services de paiement dans l'Union monétaire ouest-africaine (UMOA) doivent disposer d'un agrément pour exercer. Cette exigence fait suite à l'application de la nouvelle réglementation issue de l'Instruction n°001-01-2024 de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), entrée en vigueur le 23 janvier 2024. A la date du 27 mai 2025, 11 établissements recensés par nos soins sont agréés.

Au Sénégal, quatre fintech sont autorisées, sur plus de 100 recensées dans le pays. DUNYA Digital Payment SA et Bictorys SA ont reçu chacune leurs agréments en tant qu'établissements de paiement (EDP). Mikaty Sénégal SA et Flutterwave Sénégal SA sont autorisées en qualité de prestataires de service de paiement.

Au cours d'une conférence de presse, François Sène, directeur national de la BCEAO pour le Sénégal, a précisé que plusieurs dossiers ont été déposés très tardivement ou étaient incomplets, ce qui retarde le processus de validation et d'octroi d'agrément. Il a indiqué que de nombreuses demandes restent en cours d'évaluation. De leur côté, certains acteurs de l'écosystème numérique pointent les lenteurs de la procédure. Ils s'inquiètent des impacts économiques de cette transition réglementaire.

En Côte d'Ivoire, Syca SA, Firstcom Global Payments SA, et Julaya Côte d'Ivoire SA, la fintech spécialisée dans les services de paiement B2B, sont chacune autorisées comme

établissement de paiement. TOUCHPOINT Financial Services SA a également reçu son agrément.

INTOUCH Mali a reçu un agrément en qualité d'EDP, de même que INTOUCH Burkina. Leur consœur i-FUTUR SA du Niger, a quant à elle annoncé le 19 mai, avoir reçu son autorisation pour exercer comme EDP.

Ces cas illustrent un point important : dans l'espace UMOA, l'agrément est accordé par pays. Une fintech qui souhaite intervenir dans plusieurs Etats doit soumettre une demande dans chacun d'eux. Cette situation alimente le débat sur la nécessité d'un agrément régional unique, souvent évoqué mais encore inexistant.

Notons que le capital minimum exigé à une fintech varie de 10 à 100 millions FCFA (entre 17 400 et 174 000 dollars). Il est aussi requis que son siège social soit situé dans la zone, avec des dispositifs de sécurité informatique robustes.

Cette nouvelle instruction vise à mieux structurer le secteur, à protéger les utilisateurs et à garantir la conformité des opérateurs. Pour les entreprises, cette réglementation marque un tournant. Reste à savoir si la procédure pourra être simplifiée pour encourager le développement des services financiers numériques dans la région.

KENYA

Family Bank relance son projet d'introduction à la Bourse de Nairobi pour 2026

Initialement annoncé en 2023, le projet avait été suspendu. Si elle se concrétise, l'opération pourrait contribuer à dynamiser le marché boursier kényan, qui n'a enregistré aucune introduction en bourse avec levée de fonds depuis 2015.

Au Kenya, Family Bank annonce son intention d'entrer à la Bourse de Nairobi (NSE) en 2026. Cette décision a été rendue publique, lors de la présentation des résultats financiers du premier trimestre 2025, le mercredi 21 mai 2025. Lazarus Muema (photo, à gauche), président du conseil d'administration, a confirmé que cette introduction figure dans le plan stratégique quinquennal de la banque (2025-2029). L'objectif est de renforcer la liquidité des actions, améliorer leur négociabilité, et mobiliser des ressources pour soutenir les projets de croissance et d'expansion de l'institution.

Family Bank avait déjà évoqué une introduction en bourse en 2023, mais cette option avait été suspendue. A l'époque, le marché boursier kényan traversait une période de faible activité. La capitalisation boursière avait chuté à 1430 milliards de shillings (11 milliards $) contre 1960 milliards de shillings un an plus tôt, selon le bulletin trimestriel de l'Autorité des marchés des capitaux (CMA).

Cette conjoncture défavorable avait conduit à un report du projet. L'annonce de l'introduction en 2026 intervient alors que la NSE montre des signes de reprise. En 2024, l'indice NASI a progressé de 34,1%, atteignant 123,5 en décembre contre 92,0 en janvier 2024. Cette évolution contraste avec la baisse de 27,7% enregistrée en 2023. Ce redressement est lié à plusieurs facteurs : une inflation moyenne réduite à 4,5% en 2024 (contre 7,7% en 2023) et une appréciation de 17,4% de la monnaie locale contre une dépréciation de 26,8% l'année précédente.

Ce contexte plus stable semble créer des conditions propices à une cotation réussie. Le montant exact que Family Bank souhaite lever, ainsi que le volume d'actions à émettre, dépendra du sentiment des investisseurs et de l'évolution du marché au moment de l'opération.

POUR MODERNISER SON AGRICULTURE

Le Burundi compte sur ses échanges avec le Rwanda

Le gouvernement burundais et la Banque africaine de développement ont lancé le 20 mai 2025, à Bujumbura la composante Burundi du Projet intégré de développement Burundi-Rwanda (BRIDEP). Le projet vise à améliorer la production agricole, les liaisons de transport transfrontalières et à faciliter les échanges commerciaux entre les deux pays voisins d'Afrique de l'Est.

L'atelier technique de lancement a réuni les principaux acteurs institutionnels, techniques et financiers de la composante nationale du projet. Il avait notamment pour but d'harmoniser le niveau d'information et de présenter les grandes orientations de la composante burundaise.

« Le lancement de ce projet est une étape cruciale pour la suite de sa mise en œuvre, qui constitue un jalon historique dans l'engagement du Burundi vers un développement durable, inclusif et intégré », a déclaré Diomède Ndayirukiye, secrétaire permanent au ministère burundais de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage. « En valorisant notre potentiel irrigable, en dynamisant l'agro-industrialisation et l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes, en renforçant la résilience face aux changements climatiques, et en favorisant l'intégration régionale à travers des infrastructures modernes, nous ouvrons la voie à une transformation profonde de notre agriculture », a-t-il ajouté.

Le Projet intégré de développement Burundi-Rwanda, dans sa composante burundaise, se positionne comme un levier stratégique de transformation rurale et de réduction durable de la pauvreté. Déployé dans neuf provinces à fort potentiel agro-économique – de Kirundo à Cibitoke en passant par Gitega, Muyinga et Kayanza – il intervient au cœur des territoires où se joue l'avenir de la souveraineté alimentaire et de l'inclusion économique.

ANGOLA

Petrobras accélère son retour dans le secteur pétrogazier

Petrobras a amorcé un retour sur la scène de la prospection internationale, notamment en Afrique, après plusieurs années de repli. La dynamique s'inscrit dans une politique de diversification géographique et de consolidation de ses partenariats énergétiques.

La compagnie pétrolière publique brésilienne Petrobras travaille activement à son retour dans l'industrie pétrolière de l'Angola, deuxième producteur africain de pétrole brut, dernière le Nigeria, avec une production autour de 1,1 million de barils par jour.

Selon des informations relayées par la presse locale mardi 27 mai, Petrobras a signé un mémorandum d'accord avec la compagnie publique du pétrole, Sonangol à l'occasion de la visite d'État du président angolais João Lourenço au Brésil. En mars dernier, l'entreprise avait déjà paraphé un document similaire avec le régulateur pétrolier angolais (ANPG).

Si le protocole d'accord avec l'ANPG doit permettre, via une étude conjointe, d'identifier de nouvelles cibles d'exploration au large des côtes de l'Angola, celui avec Sonangol vise à renforcer leur coopération dans la recherche et le développement dans le pétrole et le gaz. Ce redéploiement progressif de Petrobras en Angola s'inscrit dans un climat de rapprochement entre Luanda et Brasilia marqué par une relance du dialogue énergétique et une volonté commune de renforcer la coopération économique bilatérale dans le cadre d'un partenariat entre pays en développement.

Pratiquement, ces mémorandums d'accord offrent à Petrobras un appui sur les dispositifs réglementaires et techniques déjà en place en Angola, sans exiger d'engagement financier immédiat à ce stade. L'approche s'appuie aussi sur l'expérience reconnue des deux pays dans l'exploration offshore, en particulier en eaux profondes, un domaine où Brésil et Angola partagent des profils géologiques comparables.

POINT-MARCHÉS

Les Bourses européennes en hausse

Mercredi, les principales places boursières européennes ont ouvert en légère progression, conformément aux attentes, lors d'une séance peu animée sur le plan macroéconomique.

"Mardi, Wall Street a enregistré une forte hausse à la réouverture des marchés après un long week-end, soutenue par l'apaisement des tensions commerciales et la baisse des rendements sur les marchés obligataires mondiaux. Le président Donald Trump a reporté l'entrée en vigueur d'un droit de douane de 50 % sur les importations en provenance de l'Union européenne, initialement prévue pour le 1er juin et repoussée au 9 juillet, à la suite d'une demande de la présidente de la Commission européenne, Ursula Von der Leyen", a commenté Saverio Berlinzani, analyste senior chez ActivTrades.

"Cette décision a ravivé les espoirs d'une résolution négociée, redonnant de l'appétit pour le risque sur les différentes classes d'actifs.

L'optimisme a également été renforcé par l'annonce du ministère japonais des Finances, qui a indiqué qu'il pourrait réduire l'émission d'obligations d'État, atténuant ainsi la récente volatilité du marché de la dette.

Cela a incité les investisseurs à se tourner vers les actifs américains, notamment les actions."

Le FTSE Mib progresse ainsi de 0,5 % à 40 316,48 points, le Mid-Cap gagne 0,1 % à 55 038,92, le Small-Cap prend 0,2 % à 31 997,87, tandis que l'Italia Growth avance de 0,3 % à 8 032,87.

À Londres, le FTSE 100 s'octroie 0,1 % à 8 789,11, le CAC 40 de Paris monte de 0,2 % à 7 844,92, tandis que le DAX 40 de Francfort grimpe de 0,8 % à 24 226,49.

Sur le front macroéconomique, les prix à l'importation en Allemagne ont reculé de façon inattendue de 0,4 % sur un an en avril, déjouant les attentes du marché qui tablait sur une hausse de 0,1 % et inversant la progression de 2,1 % enregistrée en mars.

Il s'agit de la première baisse annuelle des prix à l'importation depuis octobre 2024, principalement due à la diminution des coûts énergétiques.

Retour à Milan, où, sur l'indice vedette de la Bourse, Tenaris signe la meilleure performance avec une hausse de 4,7 %. La société a annoncé que son conseil d'administration avait approuvé le lancement d'un programme de rachat d'actions d'un montant de 1,2 milliard USD. Les actions pouvant être rachetées, au prix de clôture de mardi à Milan, représentent 6,9 % du capital émis de la société. Les titres rachetés dans le cadre du plan seront ensuite annulés.

Banco BPM et UniCredit affichent également de belles progressions, respectivement de 2,8 % et 1,8 %, après que Moody's a annoncé avoir relevé la note des deux établissements.

En particulier, l'agence a amélioré la perspective d'UniCredit sur ses notations de dette senior privilégiée et de dépôts à long terme, la faisant passer de "Stable" à "Positive", tandis que la note reste confirmée à "Baa1".

La société a expliqué que cette décision fait suite à la perspective positive récemment attribuée à la note souveraine de l'Italie, alors qu'UniCredit affiche une qualité de crédit autonome plus solide et continue d'être notée deux crans au-dessus du souverain, la limite maximale autorisée par la méthodologie de Moody's.

Du côté des valeurs en baisse, Telecom Italia ferme la marche avec une perte de 0,7 %. STM recule également de 0,5 %. Lors de l'assemblée générale des actionnaires aujourd'hui, le représentant du Trésor italien votera contre deux propositions soutenues par Paris : la décharge à l'administrateur délégué Jean-Marc Chery et au directeur financier Lorenzo Grandi, impliqués dans une class action aux États-Unis, ainsi que la confirmation de deux administratrices indépendantes, Anna de Pro Gonzalo et Helene Vletter-van Dort, qui avaient bloqué la nomination de l'Italien Marcello Sala en avril.

Aucune opposition en revanche concernant l'entrée de Werner Lieberherr en remplacement de Janet Davidson.

Cette impasse reflète l'absence d'accord entre Rome et Paris, le ministre Giorgetti s'efforçant de promouvoir le remplacement de la direction de STM, à commencer par Chery, à la tête du groupe depuis sept ans.

Sur le Mid-Cap, Webuild (+1,3 %) a annoncé mercredi avoir remporté un contrat de 1,8 milliard AUD (soit 1,1 milliard EUR) pour la conception et la construction du Women and Babies Hospital à Perth, en Australie-Occidentale.

Moody's a relevé la perspective d'A2A à "Positive" contre "Stable", confirmant la note de long terme à "Baa2". Cette amélioration fait suite à la révision récente de la note souveraine de l'Italie à "Baa3" avec perspective passée à "Positive". Le titre Acea cède 0,1 % à l'ouverture.

Tamburi Investment Partners recule de 0,1 %. La société a annoncé l'approbation par la Banque centrale d'Irlande du prospectus relatif à une nouvelle émission obligataire pouvant atteindre 110 millions EUR.

TXT e-solutions gagne 0,7 %. La société a indiqué mardi que son conseil d'administration avait approuvé le plan industriel 2025-2027, axé sur le renforcement et l'accroissement de la valeur de l'offre digitale du groupe.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر
BANK OF ALGERIA

Mardi 27 Mai 2025 9:30:27

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 27 Mai 2025
Valeur : 29 Mai 2025

BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE	COURS MOYEN
1	USD	US DOLLAR	132.0797	132.0947	132.0872
1	EUR	EURO	149.6727	149.7293	149.7010
1	GBP	BRITISH POUND	178.7760	178.8931	178.8346
100	JPY	JAPANESE YEN	91.9583	92.0008	91.9796
1	CNY	CHINESE YUAN	18.3661	18.3692	18.3677
1	CHF	SWISS FRANC	160.3687	160.4649	160.4168
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	96.0440	96.0759	96.0600
1	DKK	DANISH KRONE	20.1065	20.1106	20.1086
1	SEK	SWEDISH KRONA	13.8488	13.8540	13.8514
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	13.0445	13.0512	13.0479
1	AED	UAE DIRHAM	35.9567	35.9666	35.9617
1	SAR	SAUDI RIYAL	35.2137	35.2196	35.2167
1	KWD	KUWAITI DINAR	430.6479	430.8372	430.7426
1	TND	TUNISIAN DINAR	44.0918	44.5350	44.3134
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	14.3579	14.3595	14.3587
1	LYD	LIBYAN DINAR	24.1802	24.3040	24.2421
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.3079	3.3181	3.3130
1	SDR	SPEC.DRA.RIGHTS	179.4239	179.4239	179.4239

PORTÉE PAR LA HAUSSE DES VENTES ALIMENTAIRES ET LA MÉTÉO CLÉMENTE

La Bourse de Londres dans le vert

Londres a ouvert dans le vert mercredi, stimulée par la progression des ventes alimentaires au Royaume-Uni, favorisée par un printemps ensoleillé, tandis que le président ukrainien Volodymyr Zelensky propose une rencontre trilatérale avec les États-Unis et la Russie.

L'indice FTSE 100 a débuté la séance en hausse de 18,62 points, soit 0,2%, à 8 796,67. Le FTSE 250 progressait de 59,15 points, ou 0,3%, à 20 997,73, tandis que l'AIM All-Share reculait de 0,82 point, soit 0,1%, à 739,09.

Le Cboe UK 100 gagnait 0,1% à 876,41, le Cboe UK 250 montait de 0,3% à 18 530,61, et le Cboe Small Companies avançait de 0,1% à 16 635,48.

Les ventes de produits alimentaires au Royaume-Uni ont progressé, portées par les achats de produits estivaux sous l'effet de la météo clémente et par la recherche de promotions, selon les données publiées mercredi par Kantar.

Le chiffre d'affaires total des supermarchés a augmenté de 4,2% pour atteindre 35,52 milliards de GBP sur les douze semaines closes au 18 mai, contre 34,07 milliards un an plus tôt. Sur les quatre semaines précédant le 18 mai, les ventes à emporter de produits alimentaires ont progressé de 4,4%.

Sur la même période, l'inflation des prix alimentaires s'est nettement accélérée, atteignant 4,1% contre 3,3% sur les quatre semaines se terminant le 20 avril. Il s'agit de son plus haut niveau depuis février 2024.

« Cette dernière hausse de l'inflation des prix alimentaires nous fait entrer dans une nouvelle ère pour 2025. Les ménages adaptent leurs habitudes d'achat depuis un certain temps pour gérer leur budget, mais on observe généralement des changements de comportement lorsque l'inflation dépasse le seuil de 3 % à 4 %, car les consommateurs ressentent davantage l'impact sur leur portefeuille », a commenté Fraser McKevitt, directeur de la division Distribution et Analyse Consommateurs chez Kantar.

GRÂCE À DES DONNÉES OPTIMISTES ET À L'OPTIMISME DU SECTEUR TECHNOLOGIQUE

Les actions asiatiques et le dollar américain progressent

Les actions asiatiques ont poursuivi leur rebond après Wall street et le dollar a maintenu ses gains mercredi, grâce à des signes économiques prometteurs aux États-Unis et à des spéculations sur de bons résultats dans le secteur technologique.

Les marchés ont salué ce qui semble être un apaisement des tensions commerciales entre les États-Unis et l'Europe, tandis que les marchés obligataires mondiaux se sont stabilisés après une hausse inquiétante des rendements à long terme. La confiance des consommateurs américains a surpris à la hausse avant la publication jeudi des chiffres de l'emploi très attendus.

Nvidia a bondi de plus de 4 % hier et sera le dernier des sept géants technologiques du « Magnificent 7 » à publier ses résultats après la clôture des marchés américains.

« La confiance est de retour dans la capacité de Nvidia à dépasser les estimations consensuelles », a déclaré Chris Weston, directeur de la recherche chez Pepperstone.

Si Nvidia affiche des ventes et des marges bénéficiaires supérieures aux attentes, « la reprise sera lancée », a-t-il ajouté.

Le fabricant de puces devrait annoncer une hausse de 66,2 % de son chiffre d'affaires au premier trimestre, à 43,28 milliards de dollars, selon les données compilées par LSEG.

Signe d'un dégel entre les États-Unis et l'Europe, les responsables de l'Union européenne ont demandé aux entreprises de leur fournir des détails sur leurs projets d'investissement aux États-Unis, selon deux sources proches du dossier.

"CONCURRENCE FAUSSÉE" ET "SURCAPACITÉS"

La Chine accusée de plomber le marché mondial de l'acier

Les taux de subvention de l'acier en Chine sont "cinq fois supérieurs à la moyenne de ceux des autres économies" selon un rapport publié par l'OCDE.

Les subventions que la Chine accorde à son secteur industriel de fabrication d'acier "faussent" le marché mondial et freinent les investissements de décarbonation de la sidérurgie, estime l'OCDE, dans un rapport publié ce mardi 27 mai.
Le marché mondial de l'acier "est faussé par des forces non marchandes, où les producteurs qui ne perçoivent pas de subventions ne peuvent pas affronter la concurrence sur un pied d'égalité", indique l'OCDE.
Les taux de subvention de l'acier en Chine (en pourcentage des recettes des entreprises) sont "cinq fois supérieurs à la moyenne de ceux des autres économies", rapporte l'organisation de coopération et de développement économique (OCDE), qui regroupe 38 pays occidentaux.
Celle-ci note que les exportations d'acier de la Chine "ont plus que doublé depuis 2020". Elles ont atteint le niveau record de 118 millions de tonnes (Mt) en 2024, tandis que leurs importations d'acier ont chuté de près de 80%, à 8,7 Mt.

Importations en forte hausse en Europe

Les aides publiques reçues par les producteurs chinois favorisent la constitution de surcapacités industrielles, selon l'OCDE. Celles-ci sont absorbées par le reste du monde et pénalisent des producteurs européens en difficulté comme Arcelormittal ou Thyssenkrupp.
Depuis 2020, les importations d'acier ont augmenté de près de 13% dans l'Union européenne et au Royaume-Uni, de 18% au Japon et en Corée, de 40% en Amérique du Nord, 52% en Turquie, 60% en Amérique du Sud et jusqu'à 77% en Océanie.
Les exportations de la Chine vers les marchés tiers "s'envolent aussi", et c'est ainsi que l'Afrique du Nord, le Moyen-Orient et l'Asie du Sud-Est "accroissent à leur tour leurs exportations, en particulier vers les pays de l'OCDE, parce que leurs marchés nationaux sont saturés avec l'excédent d'acier", ajoute le rapport.
Cette situation génère une multiplication des "recours commerciaux": en 2024, "81 enquêtes anti-dumping concernant des produits sidérurgiques ont été ouvertes par 19 Etats dans le monde" (contre 16 procédures engagées par cinq pays en 2023). Un plan européen pour l'acier a été lancé pour tenter de sauver ce secteur stratégique. "Près de 80% des procès ont été intentés contre des producteurs asiatiques, la Chine comptant à elle seule pour plus du tiers du total", selon le rapport.

APRÈS UNE ENQUÊTE DU PARQUET EUROPÉEN

Athènes met sous tutelle un organisme agricole

Les fonctions de paiement et de contrôle doivent être transférées à l'Autorité de l'administration publique.
Le gouvernement grec a supprimé l'autorité grecque de paiement des régimes d'aide de la politique agricole commune, ou OPEKEPE, à la suite des enquêtes en cours menées par l'Union européenne.
Les fonctions de paiement et de contrôle seront intégrées à l'Agence de l'administration publique et des marchés publics, ainsi que le personnel de l'organisation. La décision a été prise lors d'une réunion de hauts fonctionnaires grecs, dont le premier ministre Kyriakos Mitsotakis, le vice-premier ministre Kostis Hatzidakis et les ministres des affaires nationales et économiques Kyriakos Pierrakakis.
Selon des sources gouvernementales, après les efforts infructueux de modernisation d'OPEKEPE qui n'ont pas donné les résultats escomptés, la Grèce va s'attaquer au problème. Elle espère ainsi créer un système de paiement transparent et intégré, favorable aux agriculteurs.
"Le message est clair : le système de soutien et de paiements agricoles entre dans une nouvelle ère, mettant un terme définitif à des décennies de mauvaises pratiques et de pathologies qui ont privé des agriculteurs cohérents de ressources et d'opportunités ", ont déclaré les porte-parole du gouvernement dans un communiqué.
Ils indiquent que l'objectif est d'achever l'intégration complète d'OPEKEPE dans sa nouvelle forme au cours du second semestre de 2026. Les règlements législatifs pertinents seront soumis d'ici juillet.
L'intervention visera à mieux servir les agriculteurs et à améliorer la transparence et la responsabilité.

DETTE, NOTATION...

Pourquoi l'état des finances américaines fait de plus en plus débat

Elon Musk s'est dit ce mardi 27 mai « déçu » du coût du dernier texte budgétaire voulu par le président américain Donald Trump. Riche en dépenses, il devrait en effet aggraver un déficit déjà important, et alourdir une dette très élevée. « J'ai été déçu ». Au moment de quitter officiellement ses fonctions au sein du Doge, le Département de l'efficacité gouvernementale, Elon Musk est revenu ce mardi 27 mai 2025 sur CBS sur la loi budgétaire récemment adoptée par la chambre des représentants américaine. Donald Trump avait qualifié ce mégaprojet de « grande et belle loi ». Réunissant les principales mesures voulues par Donald Trump, le texte a été qualifié de « projet de loi de dépenses massif » par le patron de Tesla. Il a regretté le fait qu'il « sapait le travail que fait l'équipe du Doge » et « augmentait le déficit budgétaire ».

Un déficit plus élevé qu'en France

Ce déficit est en effet loin d'être anodin, notamment pour une administration qui a fait des dépenses publiques, et notamment des dépenses fédérales, l'un de ses chevaux de bataille.
Le déficit fédéral américain, après avoir bondi pendant la crise liée à la pandémie de Covid-19, s'est maintenu l'an dernier à un niveau élevé : 6,4 % du PIB, soit plus que le déficit enregistré en France (5,8 % du PIB en 2024). L'office parlementaire non-partisan chargé d'évaluer la politique budgétaire américaine s'attend à ce que « la grande et belle loi » voulue par Donald Trump conforte ce déficit en 2025, et l'alimente pendant encore une décennie.

Une lourde dette

De quoi, donc, alimenter une dette fédérale qui, elle aussi, pose de plus en plus questions aux États-Unis. Le graphique ci-dessous montre que, comme de nombreux pays occidentaux, celle-ci a bondi après la crise de 2008-2009 et, surtout, après la pandémie de Covid-19.

PREMIER CRÉANCIER DE LA PLANÈTE PENDANT 34 ANS

Le Japon perd son titre au profit de l'Allemagne

La dévaluation continue du yen a favorisé les investisseurs étrangers, malgré une conjoncture économique plutôt bonne à Tokyo.
Le Japon a battu un record historique, mais a quand même perdu son trône, occupé pendant 34 ans de suite : pour la première fois depuis le début des années 90, Tokyo n'est plus le premier créancier de la planète. C'est l'Allemagne qui détient désormais la plus forte position extérieure, selon des calculs du ministère des Finances japonais.
La notion de "position nette extérieure" évalue les actifs étrangers que détient le pays, par rapport aux actifs détenus par les étrangers dans le pays.
Concrètement, les économistes japonais ont calculé les investissements des entreprises japonaises à l'étranger, les biens et sommes détenues par des institutions ou des particuliers, y compris en bourse, et les devises étrangères détenues par le pays - notamment dans les coffres de la banque centrale.
Verdict? Une progression très rapide des actifs japonais, de 12,9 %, pour atteindre fin décembre les 533.050 milliards de yens (3.271 milliards d'euros) de position nette, une fois les possessions étrangères déduites.
Mais une première place perdue au profit de l'Allemagne, qui a atteint les 569.700 milliards de yens (3.479 milliards d'euros).
Une affaire de change
Variable essentielle de ce classement : la valeur de la monnaie. Le yen s'affaiblit et cela a profité aux pays rivaux du Japon. L'euro s'est ainsi apprécié de 5% l'année passée par rapport à la monnaie japonaise, ce qui permet mécaniquement à Berlin de détenir - de façon comptable et sans refléter aucune tendance macroéconomique - plus d'actifs japonais décomptés en yens.
Selon les données du ministère, les Japonais ont particulièrement investi dans le domaine de la finance, de l'assurance et du retail, à l'étranger. L'Allemagne, elle, a encore profité d'une politique commerciale fructueuse, malgré des difficultés en Chine. Pékin prend d'ailleurs la troisième place, avec une position nette de 516.300 de yens (3.153 milliards d'euros). La dynamique est nettement en faveur de la Chine, qui pourrait dépasser rapidement l'ancien leader nippon.

ESPAGNE

Le pays se prépare à un épisode de chaleur exceptionnel

L'Espagne doit se préparer pour un épisode de chaleur exceptionnel dans les prochains jours, avec des températures pouvant atteindre 40 C dans le sud du pays, a averti mercredi l'Agence nationale météorologique (Aemet). "Les journées du 29 mai au 1er juin pourraient être les plus chaudes pour ces dates précises depuis au moins 1950", a indiqué l'Aemet sur les réseaux sociaux, évoquant "des températures de 6 à 7 C supérieures à la normale pour la période sur l'ensemble de l'Espagne". Ce phénomène, qui devrait se prolonger au moins jusqu'à dimanche, sera provoqué par "l'arrivée d'une masse d'air très chaud en provenance du nord de l'Afrique", selon le porte-parole de l'Aemet, Ruben del Campo. La hausse des températures, qui pourraient atteindre des valeurs estivales, se fera sentir dans une grande partie du pays, et "il y aura même des zones où les températures maximales dépasseront de plus de 10 C les valeurs habituelles pour cette période de l'année, surtout dans les zones du nord, de l'est et du sud de la péninsule", a expliqué le porte-parole. Dans certaines zones d'Andalousie, dans le sud de l'Espagne, le thermomètre pourrait même frôler les 40 degrés, d'après les estimations de l'Aemet. "Il n'est pas à exclure" que durant ces jours, des records de températures maximales pour le mois de mai "soient battus", a souligné Ruben Del Campo. En Espagne, pays européen en première ligne du changement climatique, les trois dernières années ont été les plus chaudes jamais enregistrées, avec plusieurs vagues de chaleur et des records de température. L'hiver dernier a aussi été très doux, le deuxième consécutif sans "aucune vague de froid", selon l'Aemet. Neuf des 10 derniers hivers ont été plus chauds que la normale, a détaillé récemment l'Agence météorologique.

ORACLE SÉCURISE LE DATACENTER D'OPENAI

40 Md$ de GPU Nvidia

Cette annonce marque la fin de l'accord d'exclusivité entre OpenAI et Microsoft, alors que les coûts de l'infrastructure d'IA pour les entreprises atteignent des niveaux record.

Oracle aurait dépensé environ 40 milliards de dollars en puces haute performance de Nvidia pour alimenter le prochain centre de données d'OpenAI au Texas. Un tournant dans le paysage de l'infrastructure d'IA qui aura des implications significatives pour les stratégies informatiques des entreprises. « Dans le cadre d'un accord d'une durée de 15 ans pour le centre de données d'Abilene, au Texas, Oracle va acheter environ 400 000 GPU GB200 de Nvidia et louer la puissance de calcul à OpenAI », a rapporté le Financial Times, citant plusieurs personnes familières avec le sujet. Ce site servira de premier emplacement pour le projet Stargate aux États-Unis, projet pour lequel OpenAI et SoftBank ont prévu d'investir 500 milliards de dollars. L'investissement d'Oracle représente plus que le chiffre d'affaires total de 39,4 milliards de dollars en services cloud et en support de licence du fournisseur en 2024. Il montre à quel point les entreprises sont désormais prêtes à investir dans l'infrastructure d'IA. Pour les responsables IT des entreprises qui voient leurs propres budgets d'IA gonfler, cet accord est un rappel brutal de la direction que prend le marché.

Des répercussions sur les entreprises

L'accord représente une étape cruciale dans la stratégie d'OpenAI pour réduire sa dépendance à l'égard de Microsoft. En effet, cette décision pourrait changer la façon dont les entreprises accèdent aux services d'IA et les déploient. Jusque-là, la « start-up », dont le chiffre d'affaires s'élève à 300 milliards de dollars, dépendait exclusivement de Microsoft pour sa puissance de traitement, une grande partie de l'investissement de près de 13 milliards de dollars de Microsoft dans OpenAI provenant de crédits cloud, d'après le rapport du FT. C'est au début de l'année qu'OpenAI et Microsoft ont mis fin à leur accord d'exclusivité, après que le premier ait constaté que ses besoins en matière de calcul dépassaient la capacité d'approvisionnement du second. Les deux entreprises négocient encore la durée pendant laquelle Microsoft conservera les droits de licence sur les modèles d'OpenAI.

Selon Sanchit Vir Gogia, analyste en chef et CEO de Greyhound Research, en s'associant à Oracle, OpenAI cherche clairement à sortir du monopole exercé par Microsoft sur le back-end. Ce rapprochement donne aussi à l'entreprise d'IA une flexibilité stratégique mieux à même d'accompagner son développement. « À mesure que les modèles d'IA se développent, la complexité de l'infrastructure augmente et la neutralité vis-à-vis des fournisseurs devient un impératif de résilience », a déclaré M. Gogia. « Cette décision donne à OpenAI une option stratégique qui atténue les risques de dépendance à l'égard de Microsoft, d'autant que les deux entreprises divergent de plus en plus dans leurs stratégies de mise sur le marché. » Neil Shah, vice-président chargé de la recherche et partenaire chez Counterpoint Research, estime pour sa part que l'intégration verticale de Microsoft créait des conflits d'intérêts potentiels avec d'autres clients d'OpenAI. « La diversification hors de Microsoft pour les ressources IT et l'infrastructure donne à OpenAI accès à de nouveaux partenariats, à de nouveaux marchés verticaux et à un nouveau répertoire de clients », a-t-il fait valoir. Cette initiative soutient également les ambitions d'introduction en bourse d'OpenAI en lui apportant « l'indépendance et la diversification nécessaires, au lieu de la dépendance à un seul investisseur ou client ».

L'ampleur de l'infrastructure révèle la pression des coûts

Lorsqu'il sera achevé à la mi-2026, le site d'Abilene consommera 1,2 gigawatt d'énergie, ce qui en fera l'un des plus grands centres de données au monde. Le centre, qui s'étend sur huit bâtiments, a nécessité un financement de 15 milliards de dollars de la part des propriétaires Crusoe et Blue Owl Capital. Selon M. Gogia, le prix d'environ 100 000 dollars par puce GB200 met en évidence une « nouvelle réalité brutale » dans laquelle l'infrastructure de l'IA devient un investissement de luxe. « Ce niveau de prix confirme que le marché de l'infrastructure d'IA n'est plus en train de se démocratiser, il est en train de se consolider », a-t-il fait remarquer. « L'accès à l'informatique d'avant-garde crée un écart déterminant. »

Le bond en avant concurrentiel d'Oracle

L'investissement d'Oracle permet à l'entreprise de concurrencer plus directement Amazon Web Services, Microsoft Azure et Google Cloud sur le marché de l'infrastructure d'IA. Selon M. Gogia, l'accord représente un changement significatif pour Oracle, qui passe du statut de « suiveur de l'IA au statut d'architecte d'infrastructure, un rôle traditionnellement occupé par AWS, Azure et Google ». Selon M. Shah, Oracle Cloud Infrastructure (OCI) était « à la traîne des grands hyperscalers dans la course au cloud et à l'IA », mais le partenariat avec Stargate « donne un coup de pouce notable à OCI dans cette course à l'infrastructure d'IA en tant que service ». Ce dernier note par ailleurs qu'Oracle a déjà constaté « une demande de consommation de GPU à trois chiffres pour la formation à l'IA de la part de ses clients ». L'ampleur de l'installation rivalise avec les projets d'extension du centre de données « Colossus » de Memphis d'Elon Musk, dans lequel il compte héberger environ 1 million de puces Nvidia. Amazon construit également un centre de données de plus d'un gigawatt dans le nord de la Virginie, preuve que la course à l'infrastructure d'IA s'intensifie dans l'ensemble de l'industrie.

Les ambitions mondiales de Stargate

Abilene s'inscrit dans le plan plus large de Stargate de lever 100 milliards de dollars pour des projets de centres de données, certains investissements pouvant atteindre jusqu'à 500 milliards de dollars sur quatre ans. « OpenAI et SoftBank ont chacun engagé 18 milliards de dollars dans Stargate, tandis qu'Oracle et le fonds souverain MGX d'Abou Dhabi ont contribué à hauteur de 7 milliards de dollars chacun », ajoute le rapport. OpenAI a aussi des visées d'extension internationale pour Stargate, avec un projet de centre de données aux Émirats arabes unis, annoncé lors de la récente tournée de M. Trump dans le Golfe. Conçu comme un campus, le projet d'Abou Dhabi s'étendra sur 16 km2 carrés et nécessitera 5 gigawatts d'énergie. Selon le CEO de Greyhound Research, le choix d'Oracle par OpenAI « n'est pas seulement lié à la capacité de traitement brut du fournisseur, mais parce qu'il donne accès à une infrastructure d'entreprise géographiquement distribuée qui correspond à l'ambition d'OpenAi de servir des environnements réglementaires et des zones de disponibilité diversifiés. »

Le dilemme de la demande d'énergie

Les besoins en énergie de l'installation soulèvent de sérieuses questions quant à la durabilité de l'IA. M. Gogia a noté que la demande de 1,2 gigawatt, « équivalente à celle d'une installation nucléaire », met en évidence « la non-viabilité énergétique des ambitions actuelles de l'IA à grande échelle ». M. Shah a alerté sur une extension de l'enveloppe énergétique. « À mesure que l'IA se développe et que les besoins en infrastructure de calcul augmentent de manière exponentielle, l'enveloppe énergétique augmente également de manière constante », a-t-il mis en garde. « La question clé est de savoir ce qui est suffisant. Aujourd'hui, c'est 1,2 GW, demain, il en faudra encore plus ». Cette demande croissante pourrait peser sur l'infrastructure du Texas et nécessiter des milliards d'euros d'investissements dans le réseau électrique, ce qui « finira par peser sur les contribuables texans », a fait remarquer M. Shah. Par ailleurs, des projets comme Stargate pourraient nécessiter « la construction d'une centrale électrique évolutive, entièrement dédiée ».

Des conséquences pour les entreprises

L'ampleur de ces installations explique pourquoi de nombreuses entreprises se tournent vers la location de ressources d'IA plutôt que de se lancer dans la construction de leurs propres capacités. Les besoins en capitaux et la complexité opérationnelle dépassent ce que la plupart des entreprises peuvent gérer de manière autonome. Pour les responsables IT, l'infrastructure d'IA est devenue une bataille de géants, avec des coûts d'entrée qui éclipsent les investissements IT traditionnels des entreprises. Le succès dépendra de plus en plus du choix des bons partenaires et de la spécialisation dans les domaines où les petits acteurs peuvent encore rivaliser efficacement. Oracle et OpenAI n'ont pas répondu aux demandes de commentaires sur ce développement.

Salesforce s'empare d'Informatica pour 8 Md$

Après les rumeurs ce week-end, Salesforce a officialisé le rachat d'Informatica pour un montant de 8 Md$. Il y a un an une opération similaire avait avorté pour une somme estimée à 11 Md$.

Ne pas baisser les bras malgré un échec. Salesforce a finalement remporté la mise sur Informatica en annonçant la signature d'un accord de rachat pour 8 Md$.

La société dirigée par Marc Benioff propose ainsi aux actionnaires d'Informatica un prix de 25$ par action. Une bonne affaire pour Salesforce, après avoir tenté de s'emparer de l'éditeur de solutions middleware, ETL et master data management en avril 2024 pour un montant estimé à 11 Md$. L'opération avait avorté et la capitalisation boursière d'Informatica a depuis fondu de 40 %. Créé en 1993, Informatica est tombé dans les mains d'un consortium emmené par Permira et CPPIB pour 5,3 Md$ en 2015 accompagnant une sortie de cotation jusqu'en 2021, quand le groupe a refait son entrée au New York Stock Exchange sous l'impulsion de Permira et de l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada (OIRPC) détenant à eux plus de 75 % des parts d'Informatica. Installé à Redwood City (Californie), le groupe compte plus de 5 000 clients dans le monde dont Axa, CNP Assurances, HP, Nissan Europe, Puma, Société Générale...

Une intégration tournée vers les agents

Dans un communiqué, Salesforce justifie ce rachat en voulant « déployer une IA agentique performante et responsable ». L'intérêt principal réside dans la combinaison des services de catalogue de données, d'intégration, de gouvernance, de qualité et de confidentialité, de gestion des métadonnées et de MDM (master data management) d'Informatica avec la plateforme Salesforce pour dynamiser Agentforce. « En alliant la puissance de Data Cloud, de MuleSoft et de Tableau aux capacités de gestion de données avancées et de pointe d'Informatica, nous permettrons aux agents autonomes de fournir des résultats plus pertinents, plus sûrs et plus évolutifs à chaque entreprise », a expliqué Marc Benioff. Salesforce renoue donc avec les grosses acquisitions. En 2021, il avait acquis Slack pour 27 Md$, en 2019, c'était Tableau pour 15,7 Md$ et en 2018, il s'emparait de Mulesoft pour 6,5 Md$. La société est aussi sous pression du fonds Eliott Management qui a investi plusieurs milliards de dollars dans la firme pour améliorer sa valorisation. L'acquisition d'Informatica doit être finalisée fin mai 2026, soit au début de son exercice fiscal 2027, sous réserve de l'obtention des autorisations réglementaires. Cette annonce intervient à quelques jours de la publication des résultats du 1er trimestre fiscal 2026 de l'éditeur Salesforce.

Fiat Tris : le Piaggio Ape des temps modernes

Avec le Tris, Fiat lance un trois-roues électrique à vocation utilitaire qui peut être considéré comme une interprétation moderne du Piaggio Ape.
Les solutions de mobilité simples et électriques ont le vent en poupe. L'offre globale s'étoffe rapidement et comprend désormais une interprétation moderne du Piaggio Ape, puisque Stellantis élargit sa gamme professionnelle avec un véhicule à trois roues pour les livraisons dans les centres-villes. Le Fiat Tris, long de de 3,17 m, peut être commandé en tant que pick-up, avec une caisse de chargement pouvant contenir une europalette. Il peut également être configuré en version plateau, afin que vous puissiez fournir votre propre superstructure. La charge utile s'élève à 540 kg.

Performances et autonomie

Pour maintenir un prix bas, le Fiat Tris bénéficie d'une conception aussi simple que possible. Le tableau de bord comporte un écran digital où vous trouverez les informations essentielles à la conduite, une prise 12v et une prise usb-c, et l'intérieur comporte un compartiment de rangement (verrouillable) qui peut contenir jusqu'à 3 litres de marchandises. Vous pouvez également ajouter des filets à bagages et d'autres accessoires à votre bon de commande.
Le Fiat Tris est propulsé par un moteur électrique de 9 kW et 45 Nm, ce qui est juste suffisant pour permettre au tricycle électrique d'atteindre une vitesse de pointe de 45 km/h. La batterie a une capacité de 6,9 kWh et promet une autonomie d'environ 90 km. Il faut compter environ cinq heures pour recharger complètement la batterie.
Son style rétro-moderne permet également au Fiat Tris électrique, par ailleurs très simple mais très utile, de se démarquer dans les rues. En primeur en Afrique et au Moyen-Orient, où Stellantis procèdera au lancement initial de ce véhicule à trois roues.

Nissan prêt à vendre ses bijoux de famille pour se renflouer ?

En grande difficulté financière, Nissan s'apprête à vendre son siège mondial de Yokohama, symbole de l'ère Carlos Ghosn, pour financer un plan de restructuration massif. Une décision choc qui illustre l'ampleur de la crise que traverse le constructeur japonais.

Il y a quelques jours, la nouvelle génération de Micra perçait tel un timide rayon de soleil dans la grisaille que traverse actuellement Nissan. En grande difficulté financière, le constructeur japonais en est ainsi réduit à évaluer toutes les possibilités afin de maintenir la tête hors de l'eau. Jusqu'à vendre ses bijoux de famille. Retour en 2009, l'ancien PDG Carlos Ghosn inaugurait en grande pompe le nouveau siège de Nissan à Yokohama, au bord de la baie de Tokyo. Un bâtiment de verre de 22 étages, censé incarner la modernité, la puissance retrouvée et l'ambition mondiale du constructeur nippon. À peine seize ans plus tard - un temps relativement court pour un constructeur qui sera bientôt centenaire - ce même gratte-ciel serait sur le point d'être vendu selon les médias japonais Nikkei et NHK.

Des pertes abyssales

Plombé par des pertes abyssales et une dette massive, Nissan doit en effet économiser quelque 500 milliards de yens (3,34 milliards de dollars). Son plan de relance prévoit la suppression de pas moins de 20 000 emplois, la fermeture de sept usines, et la vente d'actifs stratégiques. Dans ce contexte, le siège social, évalué à près de 100 milliards de yens (environ 670 millions de dollars), est devenu par la force des choses une cible prioritaire. Mais attention, Nissan ne compte pas déménager pour autant. L'idée est de vendre l'immeuble à un tiers, puis de le louer pour continuer à l'occuper. Une manœuvre financière qui lui permettrait de dégager rapidement des liquidités sans bouleverser son organisation.

Fermetures en chaîne, actifs en sursis

La potentielle vente du siège n'est que la partie émergée de l'iceberg. Plusieurs usines japonaises sont aussi menacées, notamment Oppama et Shonan, situées sur des terrains très convoités dans la préfecture de Kanagawa, non loin de Tokyo. L'usine moteur de Yokohama est également sur la sellette. Et dernière victime potentielle : le site de Tochigi, au nord de la capitale, pourtant récemment modernisé pour produire des modèles électriques comme l'Ariya. Ce site historique, où sont aussi nés les modèles Infiniti, la Nissan Z et la GT-R, pourrait faire l'objet d'un recentrage ou d'une vente partielle, selon TV Tokyo.
Entre rationalisation et urgence

Le PDG Ivan Espinosa poursuit la stratégie initiée par son prédécesseur Makoto Uchida : recentrage sur les modèles rentables, réduction des capacités de production, et liquidation des actifs non stratégiques. Mais avec un caractère d'urgence vitale qui rend les décisions plus brutales. Un porte-parole du groupe cité par Automotive News s'est contenté de déclarer : "Nissan envisage toutes les options possibles pour redresser sa performance, mais rien n'est confirmé pour l'instant". Ironie de l'histoire : ce siège de Yokohama, voulu par Ghosn pour incarner le renouveau de Nissan, devient aujourd'hui le symbole d'une chute vertigineuse. Loin des ambitions mondiales des années 2000, le constructeur japonais semble jouer sa survie à court terme, quitte à vendre ce qu'il lui reste de plus précieux.

ALPINE A390

Haro sur le Porsche Macan

Deuxième modèle électrique de la marque après la compacte A290, la nouvelle Alpine A390 investit le segment des SUV électriques et entend ouvertement concurrencer le Porsche Macan.
Bien que sa carrosserie s'étire sur 4,62 m, que l'habitacle accueille cinq passagers et que le coffre offre un volume de 532 litres, l'accent est posé sur le pilotage ludique. La plateforme AmpR Medium combine une suspension à double triangulation en aluminium avec des disques de frein de 365 millimètres pincés par des étriers à six pistons. La batterie est placée de sorte à optimiser la répartition des masses, ici de 49/51 entre les deux essieux.

3 moteurs électriques

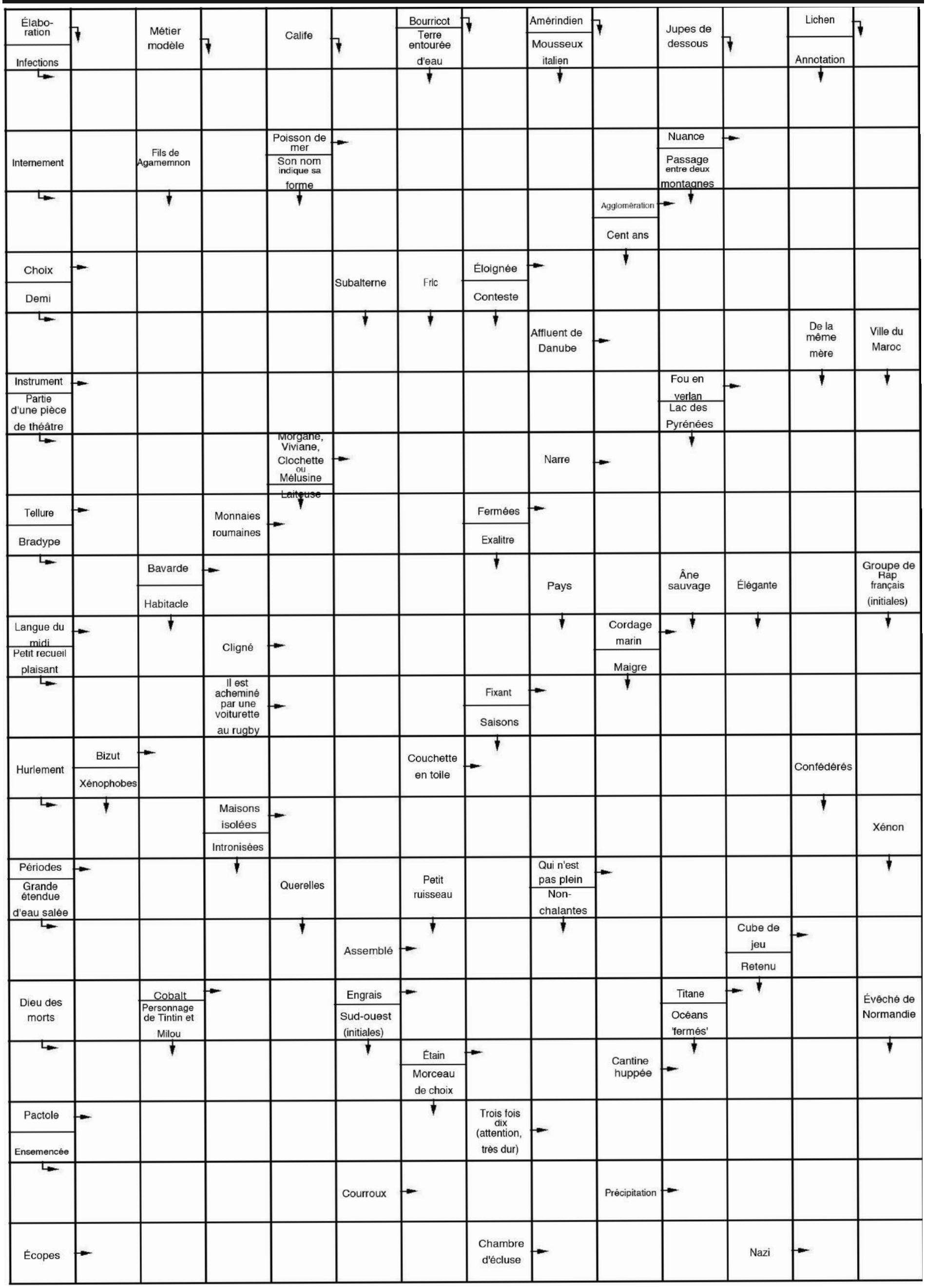
Et s'il affiche au moins 2121 kg sur la balance, Alpine qualifie son comportement routier de très « agile ». La configuration de la transmission électrique joue un rôle clé : trois moteurs, un sur l'essieu avant et un pour chaque roue arrière, qui, grâce au torque vectoring, mue l'A390 en pure voiture de sport à moteur central.

Il existe cinq niveaux de récupération d'énergie au freinage et autant de modes de conduite, dont le « Track » qui adapte le calibrage des aides à la conduite électroniques à l'utilisation sur circuit. Le conducteur a également accès à des menus spéciaux qui affichent les données télémétriques et vous aident à améliorer vos temps au tour.
Pour faciliter les dépassements, le bouton Overtake fournit une poussée supplémentaire pendant 10 secondes.

En GT ou GTS

Quoi qu'il en soit, l'A390 ne manque pas de puissance : la version GT de base dispose déjà de 400 ch et 650 Nm, ce qui permet de passer de 0 à 100 km/h en 4,8 s. La GTS développe même 470 ch et 808 Nm, ce qui permet de passer de 0 à 100 km/h en moins de 4 s. La GTS atteint également une vitesse de pointe légèrement supérieure (220 contre 200 km/h).
La batterie utilisée est la même pour les deux versions, avec une capacité de 89 kWh, une autonomie de 555 km et une capacité de charge rapide allant jusqu'à 190 kW.
Avec un SUV électrique pour cinq personnes, Alpine s'aventure bien loin de sa zone de confort. Mais les étoiles sont alignées favorablement.

Mots fléchés



BAD

L'Afrique peut mobiliser 1 430 mds USD/an pour son développement

L'Afrique dispose de ressources intérieures pouvant lui permettre de mobiliser 1.430 milliards de dollars (mds USD) par an pour accélérer sa croissance et construire des économies plus résilientes, ont souligné à Abidjan (Côte d'Ivoire), des experts de la Banque africaine de développement (BAD). Dans un rapport portant sur les performances et les perspectives macroéconomiques de l'Afrique, présenté à l'occasion des Assemblées annuelles de la BAD, organisées du 26 au 30 mai courant, ces experts ont mis en avant les capacités dont dispose les pays africains pour atteindre les objectifs de développement durables (ODD) et construire des économies solides.

Les Enjeux Eco

Quotidien national de l'économie

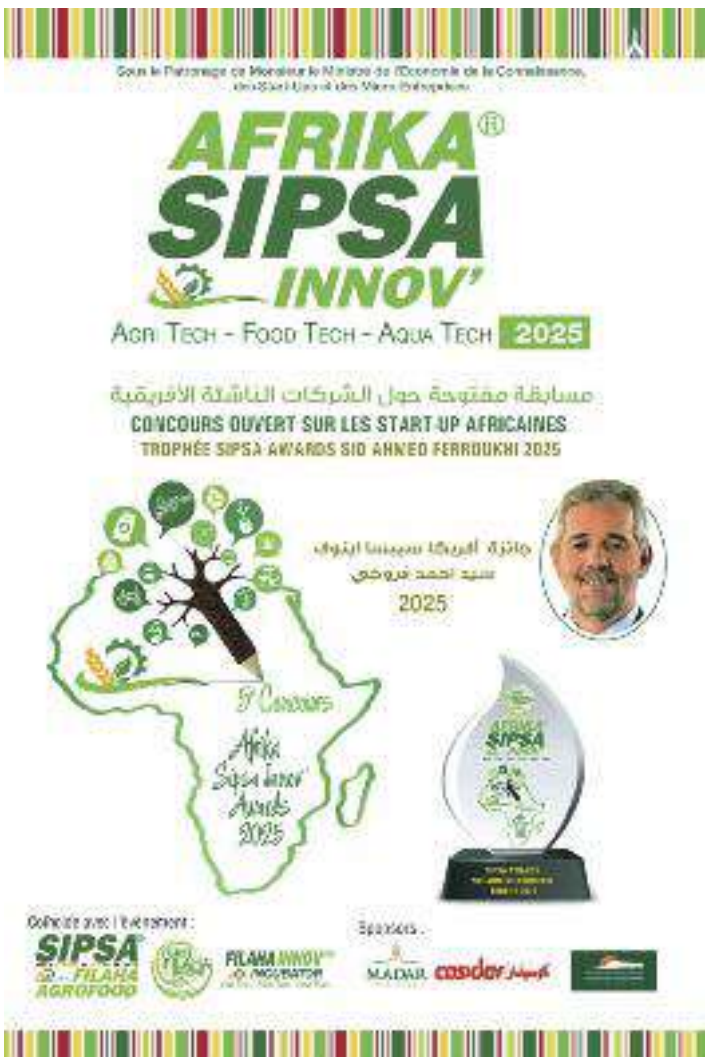
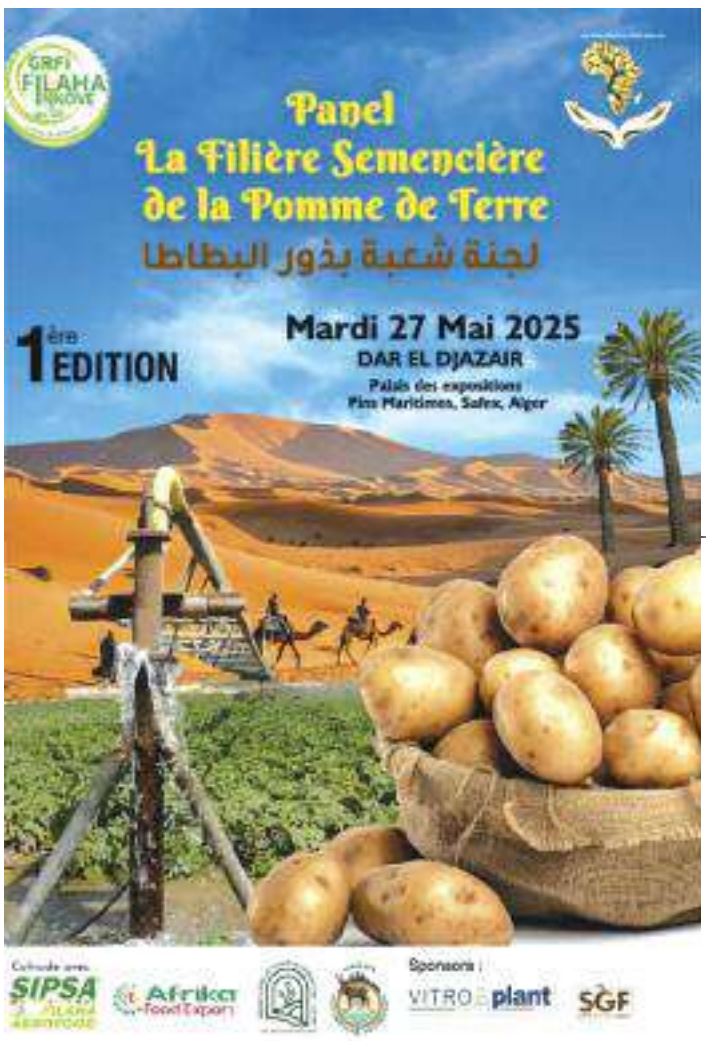
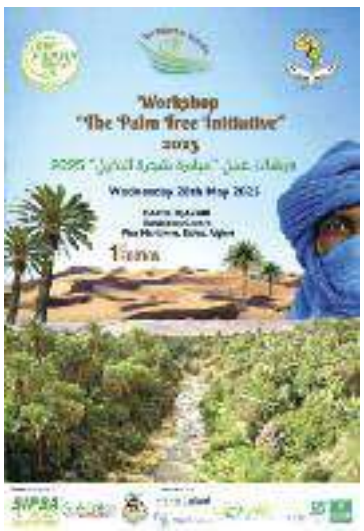
Jeudi 29 mai 2025 http:www.lesenjeuxeco.dz

Chronique Eco d'Anouar El Andaloussi

Un néolibéralisme économique aux relents protectionniste et populiste n'a pas d'avenir

Dans le cadre théorique et même dans les expériences historiques, le libéralisme économique s'est toujours accompagné de la libre entreprise et du libre marché. Dans ce schéma, la politique semblait dériver de l'économie et non l'inverse. Tel n'est pas le cas aujourd'hui. Il est vrai que les politiques, jusqu'aux chefs d'Etat faisaient de la communication, du marketing et même du Lobbying pour leurs entreprises dans un cadre politique. Aujourd'hui, les guerres commerciales sont lancées par les Chefs d'Etat, sans que les entreprises du pays n'en demandent une quelconque protection sur un marché ou face à une réglementation jugée contraignante. Il en est ainsi de la guerre commerciale déclenchée par le président américain qui a choqué de nombreux investisseurs, car elle semble très irrationnelle selon les normes de l'économie néolibérale. Or, elle reflète l'évolution d'un monde où l'économie passe au second plan derrière les enjeux géopolitiques. Il reste à savoir si les entreprises adopteront réellement cette idée.

Jamais, dans l'histoire économique, un pouvoir politique n'a été aussi présent dans la vie des entreprises, faisant fi des engagements, des stratégies, des alliances de ces dernières. Trump a effectivement dans son aéropage des chefs d'entreprises et des plus grandes ; à l'image du plus médiatique et l'un des plus controversés de la scène mondiale (Elon Musk). Le retour du protectionnisme dans le monde libéral est une remise en cause du modèle de libre –échange précurseur de la mondialisation d'après-guerre. Ainsi les vertus tant clamées du libre-échange et de la mondialisation sont battues en brèche.

Alors s'agit-il d'une tendance lourde ou d'un simple effet d'annonce et de la Com ?, comme savent faire les agences et les conseillers dans ce domaine. A priori, les deux phénomènes coexistent. Trump n'est pas le seul à agir dans ce sens. Beaucoup d'autres le suivent ou l'ont précédé, mais ils n'avaient pas sa puissance. D'autre part, une contestation s'organise dans les milieux d'affaires et des entrepreneurs pour dire « ni le protectionnisme, ni le populisme ne peuvent être des politiques sérieuses pour renouveler le capitalisme en crise. » Une chose est sûre, l'hégémonie américaine sur le monde économique en général et la technologie en particulier est réellement remise en cause ; les autres compétiteurs, comme la Chine dans l'économie et la technologie et la Russie dans la technologie militaire et spatiale, sont très présents sur la scène internationale et veulent imposer ou du moins participer à la définition des nouvelles règles de l'organisation et de la régulation du commerce mondiale. L'OMC, instrument central du commerce mondiale, est totalement absente, alors qu'elle avait l'habitude de rappeler à l'ordre les petits pays lorsqu'ils introduisent des protections de leur économie face à des déficits de leur balance commerciale. Cette conception de l'économie (ultralibéralisme, protectionnisme, étatisme) n'est pas de nature à conduire à des optimums même partiels dans les économies. Elle rappelle une forme d'organisation déjà expérimentée, mais d'une tout autre nature, sur une grande échelle en près de 70 ans et qui a abouti à un échec en matière d'efficacité économique. Cette expérience est celle de l'ex URSS et ses satellites de l'Europe de l'Est en particulier. Le mode de fonctionnement de cette économie centralisée et sans marché a été assimilé par un économiste écossais d'origine russe (Alec Nove) à une Société Anonyme « URSS. SA. », dont le Conseil d'Administration serait le Politburo du PCUS (Parti Communiste de l'Union Soviétique). On peut aujourd'hui appliquer cette métaphore à l'Amérique de Trump, « USA. SA », dont Trump serait à la fois le CA et le PCA. A vouloir tout régenter y compris certains pays qu'il veut intégrer dans l'Amérique, il risque de ne rien contrôler et ainsi subir le sort de l'Union Soviétique. On ne gère pas une économie, de surcroit la première dans le monde, avec la distribution des droits de douanes. Libre-échange, protectionnisme et populisme ne font pas toujours bon ménage. Parce que, à un moment donné de l'évolution de cette combinaison, le capital sera contraint dans son développement et sa circulation à la fois spatiaux et financiers. La Chine est un challenger sérieux qui fait peur aux américains ; il leur crée des complexes et leur fait perdre la raison. L'américain a vécu jusqu'à maintenant sur sa puissance économique et son hégémonie politique ; il refuse de se défaire de ce statut et en luttant pour le sauvegarder il risque de tout perdre. « …l'amour de Trump pour les droits de douane est bien ancré ». Mais lorsqu'il trouve une résistance ou une réciprocité, il lâche du lest et propose la négociation, son domaine de prédilection ; l'économie transactionnelle est sa marque de fabrique. Elle lui est favorable tant que l'Amérique est forte ; elle ne le sera plus avec la moindre faiblesse de l'économie américaine. Et c'est là où les pays du Sud-Est Asiatique l'attendent de pied ferme, pour négocier s'il le souhaite.

Publicité